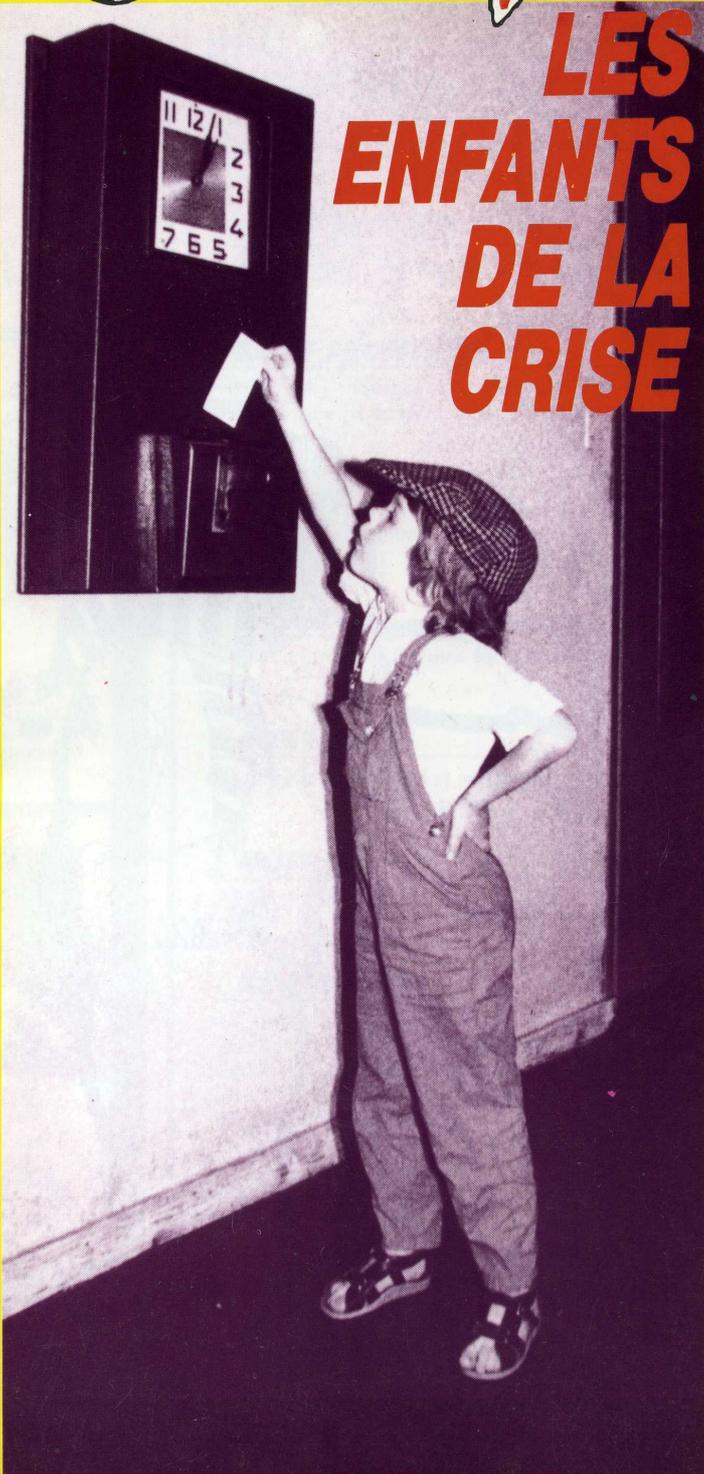


N° 33
BIMESTRIEL
JUN 1986
25 F

AGORA

LIBERTAIRE

LES ENFANTS DE LA CRISE



KANAKY

IMAGES
POUR L'ESPOIR

JAD

L'ART
CONTRE LE
NUCLEAIRE

CLASTRES

LES VOIX
SANS MAITRES

PASQUA

L'INSECURITE
C'EST LUI !

AUTREMENT

VOYAGE AU
PAYS DES SCOP

BANGLADESH

PAROLES
DE FEMMES

THREE MILE ISLAND, LA HAGUE, TCHERNOBYL...

BONJOUR L'ATOME, ADIEU LES PRINTEMPS !





4

Les enfants de la crise.
Chômage et gros plans
pour nos iroquois



12

En 36 naissent
les congés payés. En 86,
seul un français sur
deux part en vacances.



21

Jad : de Tahiti à Paris,
via Hiroshima. Un peintre
contre le nucléaire.

SOMMAIRE

PLEINS FEUX

LES ENFANTS DE LA CRISE

- 4. Flash-back : A la croisée des faillites.
- 6. Chômage : Les jeunes à l'assaut de l'ANPE.
- 8. Précaires : Les chômeurs s'organisent.

HEXAGONE

- 10. Pasqualand : L'insécurité, c'est lui !
- 12. Tourisme social : Le droit à la paresse.

LIBRE SERVICE

- 14. Autrement : Voyage au pays des SCOP.

SANS FRONTIERE

- 16. Kanaky : Images pour l'espoir.
- 18. Pologne : L'amertume d'une génération.

ARGUMENTS

- 21. Jad : L'art contre le nucléaire.

HORIZONS

- 24. Bangladesh : Paroles de femmes !

COPYRIGHT

- 28. Pierre Clastres : Les voix sans maîtres.

NOTRE MEMOIRE

- 32. Cinquantenaire : La révolution espagnole s'affiche.

RUBRIQUES

- 9. Actuelles : Des brèves qui en disent long.
- 20. Speed : Partout ailleurs, c'est ici.
- 23. Zone : Culture ? Vous avez dit culture ?.
- 26. Kiosque : il pleut des livres.
- 35. Mégaphone : où, quand et comment ?

Photo couverture : Marc Letondor

PLEINS FEUX

LES ENFANTS
DE LA CRISE

FLASH-BACK

A LA CROISEE DES FAILLITES

Blanches ou colorées,
les modes ne sont plus centrales.
Nous vivons le temps des tribus

AN TENNE 2, c'est "l'heure de vérité". Gros plan sur le premier des iroquois. Rachic nous scande : "un jeune sur trois est au chômage !" Nouvelle ligne bleue des Vosges, le taux de chômage des jeunes devient notre frontière.

Quel avenir pour nos (grands) enfants ?

De l'autre côté de la rue, les skins rotent leurs bières et le balayeur kabyle fait semblant de ne pas les voir... Maman j'ai peur !

EN 68-74, la classe ouvrière allait au paradis. Tout est simple, il y a du boulot et des luttes à gagner. L'extrême gauche radicalise les slogans. Les grèves occupent et si le syndicalisme est surtout porté par "l'aristocratie ouvrière" (mâle, la cinquantaine et métallo) cela ne l'empêche pas d'être le représentant incontournable du monde du travail, jeunesse comprise.

AVANT LES ANNEES DE PLOMB

CHACQUE premier mai est l'occasion de démontrer ses capacités de mobilisation. Pourtant l'absentéisme, la ras-le-bol du travail devient un phénomène important chez les moins de 25 ans. C'est l'époque où

"les Parisiennes", groupe vocal féminin, chante sur toutes les ondes : "Il fait trop beau pour travailler". C'est aussi le temps des comités. Des fronts de lutte partout ! Des comités de quartiers, de soldats, les groupes femmes, l'écologie... montent au front. Mais derrière cette apparente dispersion, le sentiment unitaire ne disparaît pas. Tous ensemble pour changer de société ! Lorsque la crise de 74 apparaît et que le chômage frappe les trois coups pour son entrée en scène, celui-ci devient une occasion de plus, pour les révolutionnaires, pour créer un comité spécifique : "Le comité de chômeurs".

NOUS CHANGERONS LA VIE ENTIERE

EN 74-81, les usines ferment, les diplômes se dévaluent, les offres d'emplois se réduisent, les luttes offensives s'effondrent mais les slogans, eux, restent immuables. L'impuissance des longues grèves contre les fermetures et les licenciements massifs désespère pour longtemps une grande partie du "mouvement ouvrier". Dans l'angoisse quotidienne du "perdre son emploi", si l'action ne sert plus à rien, reste l'espoir électoral. Après tout, les politiciens de tout poil ont tous des recettes miracles pour résorber le nouveau fléau social. Attendons donc les élections. L'aquarium idéologique des mouvances révolutionnaires se vide. Du réalisme à la lutte armée, avec l'affaiblissement des luttes sociales, c'est l'extrême gauche qui, petit à





petit, se sclérose et s'effondre. Tandis qu'une partie des ex-soixante-huitards se case, les punks n'ont plus de future.

LE ROI EST NU

EN 81-86, sans tambour ni trompettes (mais avec des synthétiseurs) la vessie électorale se dégonfle. Les promesses ne servent à rien et le patronat, rebaptisé "les valeurs de l'entreprise", apparaît comme le véritable pouvoir qu'il n'a jamais cessé d'être. Le chômage massif et la précarité de l'emploi qui touchent en majorité la jeunesse se sont confortablement installés et les rodomontades politiciennes ainsi que les valeurs de combat n'attirent plus grand monde. Désormais chacun pour soi et l'ANPE pour tous. Conséquence inéluctable : l'idéologie change, car qui va à la chasse perd sa place. La contre-révolution reaganienne s'exporte. Libéralisme économique et retour aux valeurs familiales sont rendus possibles par la reconnaissance du droit patronal et par le recours économique à la famille pour les sans-emplois et les jeunes.

Mais puisque s'en est fini du tous ensemble, au moins réchauffons-nous à quelques-uns.

SŒUR ANNE, NE SENS-TU RIEN VENIR ?

EN restant chez ses parents le plus longtemps possible, une grande partie de la jeunesse est soumise aux rabachages du style : "si tu ne trouves pas de boulot, c'est que tu es un fainéant !" On n'habite plus

chez ses parents, on y dort et on traîne ses galères ailleurs, avec les bandes de son quartier. Blanches ou colorées, les modes ne sont plus centrales... Elles reflètent beaucoup plus les ghettos culturels. Issus des ZUP ou des quartiers résidentiels, des enfants de la seconde génération ou des secteurs de prolétarisation brutale, il ne faut pas s'étonner qu'elles soient aussi diverses. Nous en sommes au temps des tribus. Sous le masque grimaçant du Hard-Rock (blousons de jean cloutés et cheveux longs) c'est le refus du standard social. Une "Beat génération" prolétarisée, un "sans toit ni loi" ou seule compte la chaleur du groupe autour d'une musique chaude. Peut-être plus lucide et plus désespérée, la punkitude française clame une révolte sans issue. Il faut écouter les paroles d'un groupe comme "Béruriers Noirs" pour comprendre que la haine du vieux monde anime autant de concerts Punks. Plus récente, la vague Skin se balance entre deux aspirations, révolte et racisme, mais dont la violence est le trait commun. La jeu-

nesse étudiante, en pleine course aux rares places disponibles, s'offre un look BCBG. Enfin, les spécificités beurs et blacks (reggae, smurfs et autres raï) sont marquées par les ghettos qu'imposent et la double culture et le chômage sans espoir.

Dans cette période des modes accumulées, les foules qui se mobilisent pour un badge ou pour un concert contre la faim sont peut-être la preuve d'une solidarité moins politisée mais plus concrète et plus immédiate. Si les discours creux des spécialistes du "demain on rase gratis" les laissent de marbre n'est-ce pas, après tout, un peu normal ? Et si derrière toutes ces modes soi-disant musicales, les zones que vivent les laissés-pour-compte du capitalisme sauvage annonçaient une autre forme de vivre la crise ? Une dévalorisation de la notion même du travail salarié, une envie de vivre autre chose que la réalisation de sa vie dans le cadre étroit de sa carrière. □

Mob.



LES VOYAGEURS
SANS BAGAGES

PLEINS FEUX

LES ENFANTS
DE LA CRISE

CHOMAGE

LES JEUNES A L'ASSAUT DE L'ANPE

DEPUIS dix ans déjà, le chômage n'est plus un "un petit phénomène de société". La restructuration industrielle a fait littéralement exploser le nombre de chômeurs. Parmi les plus touchés, les jeunes de moins de 25 ans et surtout les femmes. Le chômage est devenu l'apanage de la jeunesse comme la mobs l'était dans les années 70, à ceci près qu'il est difficile de descendre de la machine.



LES jeunes au chômage découvrent un terrain peu déblayé par leurs aînés puisque, depuis la guerre, le chômage, en France, était limité à quelques centaines de milliers de personnes. Il restait très conjoncturel. Aujourd'hui, notamment pour les moins de 25 ans, c'est une donnée "naturelle".

LES VOYAGEURS SANS BAGAGES

LES chiffres relatifs au chômage sont à manipuler avec doigté. Pour les leaders politiques, ils sont un tel enjeu que leurs pourcentages deviennent suspects. Mais, disons que près de 40% des demandeurs d'emploi inscrits aujourd'hui à l'ANPE ont moins de 25 ans. Et parmi eux, 52,5% sont des filles. En termes plus clairs, sur 3 377 087 actifs de moins de 25 ans, un quart est au chômage et un quart occupe un emploi précaire. Le taux de chômage de cette classe d'âge est donc trois fois supérieur, en moyenne, à celui des adultes.

Tous ces jeunes, chômeurs ou précaires, ont un point en commun : pour la plupart ils sont sortis du système scolaire sans diplôme ou avec une formation ne débouchant sur aucun emploi. Dans ce cadre, on retrouve beaucoup de filles qui, avec un BEP "sanitaire et social" ou un bac "G 3", ne peuvent espérer qu'un emploi de vendeuse dans les grandes surfaces. Et encore... la place est chère. Pendant des années, il a été de bon ton, dans certains milieux peu informés, d'accuser le système scolaire de former des chômeurs. Devant l'ampleur du phénomène, aujourd'hui, peu nom-

breux sont ceux qui se hasardent à maintenir une telle "analyse". Car même si 80% des jeunes avaient le niveau bac (projet Chevènement maintenu par Monory), la situation serait la même. Le chômage, notamment celui des jeunes, est devenu structurel. L'inscription à l'ANPE est de moins en moins limitée dans le temps. Le chômage n'est plus une situation transitoire, les jeunes qui le vivent et les patrons qui l'utilisent ont été les premiers à le comprendre.

QUELQUES FRANCS

POUR un jeune chômeur, avoir du fric, c'est la galère. Même si "l'hôtellerie" est assurée par les parents, il faut bien vivre. Or, si l'on n'a jamais travaillé, adieu les indemnités. Entre ceux qui ne peuvent justifier d'un emploi précédent et ceux qui n'ont pu retrouver un travail au bout de 3 ans et demi, on a près de 40% de chômeurs non indemnisés. Ce sont les jeunes qui sont surtout concernés par la première situation. Pour eux maintenir une certaine "convivialité" avec leur milieu familial est une affaire de survie. Sinon, il faut s'insérer dans un autre groupe. C'est là que commence parfois la longue dérive entre les poubelles des banlieues.

Alors on cherche les petits boulots. Le "rêve", c'est : 3 mois de travail, 3 mois d'ANPE ou mieux 6 mois de travail, 8 mois d'ANPE. Dans le premier cas ce sera, au chômage, 43,87 F par jour. Dans le second cas, si trois mois de travail ont été effectués avant, à l'indemnité de base s'ajoutent 40% du salaire précédent. Mais attention, le "rêve" durera peu. Il faut



Le taux de chômage des moins de 25 ans est trois fois supérieur à celui des adultes.

dra sans cesse jongler avec les nouveaux règlements, multiplier les calculs du temps de travail, sourire aux employés de l'ANPE... Une galère qui ne rapporte guère. Au mieux, le jeune chômeur a 1 300 F par mois, quand il les a...

Le revenu moyen du chômeur de longue durée (plus d'un an d'ANPE), dans un couple sans enfant, est évalué à quelques 2 500 F par mois. Les moins de 25 ans constituent, pour 40%, ce type de chômeur. La dèche, quoi.

DE LA CHARITE BIEN COMPRISE

POUR éviter le gonflement des statistiques, mais aussi pour éviter les risques d'explosion sociale, type Minguettes, les divers pouvoirs politiques ont "pris en charge" le problème des jeunes chômeurs qui, ainsi, n'apparaissent plus comme demandeurs d'emploi.

La stratégie, mise en place dès les stages Barre, a consisté, tout en les "occupant", à les habituer à l'instabilité de l'emploi et du salaire. Les stages divers (16-18 ans et 18-26 ans), financés par l'Etat, sont maintenus. Ils coûtent cher et un stagiaire sur cinq sort diplômé. La plupart des jeunes se retrouvent alors au chômage.

La gauche imagina aussi les TUC. Ils sont aujourd'hui près de 200 000, payés pour la plupart 1 250 F net par mois. Ils continuent à fournir un travail sans occuper officiellement un emploi, ce qui permet de les sous-payer (ils n'ont même pas un SMIC pour un mi-temps) et surtout de les habituer à la flexibilité de l'emploi.

Tucistes et stagiaires vivent quotidiennement ce que pudiquement on continue d'appeler le "traitement social" du chômage. Mais pour la masse de ces demandeurs d'emploi potentiel, le patronat a moins de doigté.

Plus de 100 000 jeunes sont en apprentissage et, depuis 81 le "pré-apprentissage", pour ceux qui sont âgés de 15 ans, permet aux petits patrons d'avoir une main-d'œuvre presque gratuite. La formation de ces apprentis dans les CFA est totalement aux mains du patronat.

Bien plus intéressante encore est la formation en alternance. Elle concerne aujourd'hui 280 000 jeunes et son avenir est tout assuré. Le "Plan jeunes" présenté en avril dernier, par Seguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, va amplifier le phénomène. Désormais, les entreprises qui s'engageront à former en alternance

des jeunes de 18 à 25 ans seront exonérées de 25% des charges sociales. Les parts du gâteau peuvent être plus grandes : 100% d'exonération pour les entreprises déjà engagées dans la formation en alternance ; 50% si le patron embauche le jeune même dans le cas d'un contrat à durée déterminée. Le patronat, par ce biais, se retrouve avec une main-d'œuvre extrêmement manipulable. Le "salaire" n'en est pas un. Selon les statuts, il peut varier du simple au double, sachant que la fille, à 15 ans, en pré-apprentissage chez un coiffeur par exemple, ne touche rien.

Quant à la flexibilité de la main-d'œuvre, elle est extraordinaire. Le mirage d'un hypothétique emploi au bout de la formation, rend les jeunes plus maléables, plus souples. Il n'est plus question de leur apprendre un "métier" mais de les adapter à l'évolution des "impératifs techniques". Tout ceci contrôlé de A à Z par le patronat.

Les "actifs" qui formeront la prochaine génération seront donc originaires, en admettant que quelques-uns trouvent du travail. En tous cas, leurs années de "formation", risquent d'avoir transformé et leur notion du travail et leur notion de la vie. □

J. Desgranges

LES CHOMEURS S'ORGANISENT

Face à la carence des syndicats,
ils veulent rompre
l'isolement et construire l'alternative.

A l'origine des organisations de travailleurs étaient les Bourses du Travail. Aujourd'hui, les syndicats ont du mal à arrêter l'hémorragie de leurs adhérents traditionnels. Quant aux chômeurs, c'est ailleurs que, peu à peu, ils se retrouvent.

DANS les années 70, au fond des défilés politiques, quelques centaines de chômeurs scandaient leur volonté de s'intégrer au monde du travail. Avec les immigrés,

ils constituaient déjà les "marginiaux" des cortèges traditionnels.

L'IMPUISSANCE DES SYNDICATS

EN France, les syndicats ouvriers se sont construits autour d'une classe ouvrière dont l'emploi était le centre de la vie sociale et de la vie tout court. Dire alors que le travail salarié structurait un individu n'était pas un vain mot. C'est pourquoi, dès les années 75-76, lorsque les femmes, les immigrés et les chômeurs ont essayé de s'intégrer aux syndicats, l'insertion a été difficile. Ces trois groupes étaient porteurs de revendications inassimilables. Les femmes furent reléguées dans des "commissions travailleuses", très animées mais vite impuissantes. Quant aux chômeurs, surtout les jeunes, ils ne furent que rarement intégrés. La précarité de leur statut n'entra jamais en osmose avec l'image du syndicaliste traditionnel, un homme de 40 ans, assuré de son emploi et de son salaire, conforté par une longue tradition de luttes revendicatives. Pour les jeunes chômeurs, il était impossible de s'identifier à cette image. La difficulté de cohabitation, avec la crise de l'emploi, est aujourd'hui devenue presque partout la règle.

A l'heure actuelle, 160 associations de chômeurs, à temps plein ou à temps partiel, couvrent la France. Toutes ont des difficultés de survie et le nombre de leurs adhérents varie puisque certains partent en stage pour des périodes très variables. Mais certaines associations existent depuis longtemps déjà.

Un des premiers "syndicats de chômeurs" à envergure nationale, fut celui de Pagat, mais il explosa en mai 85 à la suite, semble-t-il, de conflits internes de pouvoir. L'épisode a servi d'exemple. Les associations sont désormais autonomes et certaines se regroupent dans la "Fédération natio-

nale des associations de chômeurs" dont le dernier congrès a eu lieu en janvier dernier.

L'un de ces groupes (l'association syndicale des chômeurs) vient de publier le second numéro de sa revue "Cash", dont la lecture ne peut laisser aucun de nous indifférent.

LES REVENDICATIONS UNIFIANTES

TOUTES ces associations veulent d'abord rompre l'isolement et devenir une alternative face à la carence des syndicats. Elles se sont créées aussi sur l'idée que le chômage va durer et que la notion de précarité de l'emploi est devenue structurelle, puisque près d'un quart de la population active n'est pas sûre d'avoir un salaire régulier dans l'année. Pour elles, peu à peu, le travail tend à ne plus être le lieu de socialisation des individus. Reste le problème du fric.

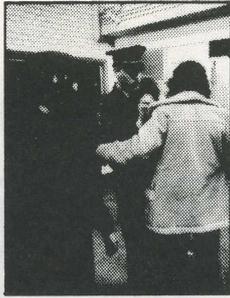
Dans plusieurs endroits, les précaires essaient de s'opposer aux expulsions, aux coupures de gaz pour non paiement. Plus unifiante, la revendication du revenu minimal garanti se fait jour.

Les associations savent que cette idée fait problème. En Suède et en Angleterre, où le salaire social existe déjà, les autres formes de protection ont diminué. Stoléro va plus loin et réclame la suppression du SMIC et la mise en place d'un revenu minimum familial. Et voilà les femmes au foyer...

La revendication du revenu garanti égal au SMIC n'est donc pas sans risques, mais elle semble "porteuse". Elle est d'abord un refus de la charité, de l'assistanat. C'est aussi, comme le dit "Cash" "affirmer notre besoin de vivre autrement, d'organiser notre vie ailleurs que dans et pour l'usine..." Les chômeurs et précaires annonceraient-ils d'autres valeurs? □

C. Davidoff





**L'INJUSTICE
AU GOUT DU JOUR**

Scandale ! L'Etat a gardé en otage, depuis février 86, Martine Toulotte grenobloise, militante de la L.C.R.

En effet, M.T. a été incarcérée à Fleury Mérogis pour avoir hébergé des membres présumés des Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises (FARL) et parmi eux, celui qui serait leur leader Georges Ibrahim Abdallah. Or, les faits reprochés remontent à une période où les membres présumés de FARL circulaient librement et n'étaient soupçonnés d'aucune action terroriste pour lesquelles ils sont actuellement poursuivis.

Interrogée il y a un an comme témoin de cette affaire, elle n'avait alors fait l'objet d'aucune inculpation. Alors pourquoi aujourd'hui ? Déjà sous la gauche, on assistait au retour en force de l'idéologie sécuritaire dont on fait les frais maintenant avec le retour en force d'un régime musclé de droite.

Pandrau et son équipe affichent clairement leur point de vue et l'affaire de M.T. en est l'exemple parfait. Macabre amalgame !

On nous prie quasiment de demander l'identité des personnes rencontrées au hasard de la vie.

La solidarité n'est plus en vogue chez nous, elle serait rangée plutôt dans les coulisses de la criminalité.

Un collectif de soutien grenoblois et de nombreuses requêtes issues de la mouvance de gauche ont rapidement crié à l'injustice et ont obtenu, après 3 mois de mobilisation, la mise en liberté de Martine Toulotte intervenue le 20 mai.

Face à cette chasse aux sorcières, ne laissons pas s'installer ces atteintes à nos libertés essentielles.

Jusqu'où iront-ils dans cette volonté d'assainissement de la société ? L'extrême gauche reçoit ses premiers coups.

□ Josy

**LA FRANCE...
UN P'TIT PARADIS**

C'est merveilleux, la France. Alors que le 15 avril, Reagan bombarde Tripoli, la tension monte en Méditerranée. Nos camarades italiens et allemands, par dizaines de milliers, manifestent contre l'agression belliciste américaine et contre le risque de généralisation du conflit. En France, manifestement, on ne risque rien : à part quelques hurluberlus mal informés, personne ne crie dans la rue !

Pas de rassemblement pacifiste ou anti-impérialiste. C'est que la France ne risque rien, donc !

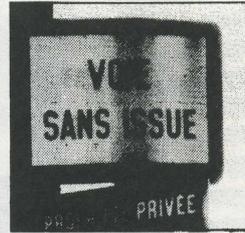
Mieux encore ! Le nuage radioactif de ... fait un tour d'honneur en Europe, polluant l'atmosphère et la végétation. Les Polonais détruisent les récoltes. On interdit de boire l'eau dans certains pays. Même le lait des vaches est contaminé. L'Italie arrête les importations alimentaires des pays de l'Est. L'Europe en discute. Les salades allemandes sont 15 fois plus radioactives qu'auparavant. Mais l'hexagone ne craint rien.

A Strasbourg, les salades se vendent bien au marché et nos valeureux concitoyens n'ont aucune crainte : ils font confiance en leur gouvernement qui n'a pas trop toussé.

La France est un paradis, j'vous dis. Et cela n'a sûrement rien à voir avec la différence des mobilisations anti-impérialistes ou écologistes, ou des pressions de l'opinion publique. Ça serait vraiment trop pernicieux de penser ça.

A propos, est-ce qu'à Tokyo, au sommet, une résolution condamnant le nucléaire qui sème la terreur comme terroriste a été adoptée ? Si oui, la France l'a certainement signée...

□ S.E.



**AUTORISATION
DE LICENCIER**

La droite l'avait annoncé, et la fin de l'autorisation de licenciement est passée dès la première charrette de réformes. Elle sera appliquée à partir de février 87. Pour saisir la gravité de cette loi, il faut examiner ce qui se passait "avant".

Pour un licenciement "normal" (faute professionnelle), celui-ci après un préavis, se faisait sans autorisation de l'inspecteur du travail et sans indemnité. Pour un licenciement économique ou pour licencier un personnel "protégé" (délégué du personnel par exemple), il fallait l'autorisation de l'inspecteur.

La loi désormais supprime pour tous les cas l'inspection du travail. C'est donc la porte ouverte aux mises à pied. Non pas qu'il y aura beaucoup plus de licenciements économiques (le plus gros semble déjà fait) mais le patron pourra déguiser plus facilement une mise à la porte "normale" en "nécessité de gestion". C'est-à-dire que les Assedic devront prendre en charge plus de gens. On peut se demander comment ces associations paritaires déjà en déficit, pourront survivre. Gageons que ce sera par un relèvement des cotisations sociales payées par les salariés.

La loi présente un autre intérêt pour le patronat. Une fois son personnel dégraissé, rien ne l'empêche de réembaucher à nouveau. Et vive la flexibilité. Une fois la loi votée, le CNPF se montra prêt à discuter avec les syndicats sur les plans de reconversion. Tous, à l'exception de la CGT, en ont accepté le principe et par là ont entériné la loi. Dans certaines branches, on peut imaginer que de la discussion sortiront des projets. Mais dans les secteurs les plus fragiles (type commerce) on peut songer au pire.

Une telle loi est passée ! Et l'on s'étonne que notre printemps soit tardif...

□ V. M.

L'INSECURITE, C'EST LUI !

DROGUE, délinquance, criminalité, terrorisme...
 DA en croire nos gouvernants, d'hier
 et d'aujourd'hui, nous vivons un authentique
 cauchemar. Déjà la gauche avait dû sévir. La droite
 se voit maintenant contrainte à des mesures plus
 draconiennes. La France entière est un énorme coupe-
 gorge. La preuve ? On ne peut plus sortir le soir
 sans qu'il fasse nuit !

D'



EMBLEE accusée de laxisme, la gauche au pouvoir eut tôt fait d'abandonner quelques bonnes intentions proclamées pour hurler avec les loups. Elle fit sienne une part non négligeable de l'idéologie sécuritaire. Pour sa part, cherchant à se démarquer du pouvoir en place et tâchant de reconquérir la partie de son électorat séduite par Le Pen, la droite devait renchéris.

A GAUCHE SECURITAIRE...

Le scénario est maintenant bien connu : précédés d'une tête par le bulldozer du maire communiste de Vitry, les socialistes jouèrent la carte sécuritaire. Dès juin 1982, feu Gaston Defferre affirmait que le pays souffrait "d'un état d'insécurité qui n'est ni supportable ni admissible". Et ce fut, notamment, le recrutement de 6 000 policiers supplémentaires, cette même année, qui n'empêchèrent nullement, il va sans dire, la montée de la petite délinquance. Le règne de la gauche, s'acheva avec 42 000 détenus, du jamais vu depuis la Libération, et la mise en place de camps de rétention pour immigrés en voie d'expulsion. Lors du face à face télévisé Chirac/Fabius, ce dernier allait reconnaître que l'accord était complet entre lui et son adversaire sur les problèmes de l'immigration et de la sécurité. A telle enseigne qu'avec un flic pour 262 habitants, la droite hériterait de l'un des pays les plus policiers au monde.

Dans ces conditions, pourquoi la nouvelle majorité issue du scrutin du 16 mars dernier devrait-elle mettre des gants ? D'autant qu'elle doit se garder à droite, le Front National ayant stabilisé son électorat et fait une entrée fracassante au Palais Bourbon. La nomination de Pasqua à l'Intérieur, flanqué de Pandraud au secrétariat à la Sécurité, fut tout un symbole. Nos deux Super-Duponts allaient sévir, d'entrée de jeu.

...DROITE TERRORISANTE

"En moins de huit jours, les policiers sont réapparus dans les rues. Les fouilles des voitures ont recommencé. L'ordre revient..." Ainsi s'exprimait Dupont-Pasqua, dans les colonnes de Paris-Match, présentant comme une nouveauté le retour aux "opérations coups de poing" de Ponia-towski dont l'inefficacité fut légendaire, sous Giscard. Comme pour lui faire écho, Dupont-Pandraud allait, bien sûr, en "dire même plus" : "La seule prévention que je connaisse, c'est la peur des coups de pied au cul". A défaut d'être chatié, ce langage est très clair. Et d'annoncer que le tandem va tout mettre en œuvre pour "terroriser les terroristes".

Pour l'heure et à la vue des mesures d'ores et déjà annoncées, c'est tout un chacun qui peut, légitimement, se sentir terrorisé. Qu'on en juge :

- contrôles d'identité et fouilles de véhicules ;
- cartes de séjour infalsifiables dès le 15 juin 86 ;
- cartes d'identité infalsifiables et informatisées ;
- rétablissement des unités spéciales de police ;
- rétablissement des fiches d'hôtels ;
- garde à vue portée de 48 à 96 h pour les terroristes ;
- juridictions spéciales pour faits de terrorisme ;
- code de la nationalité pour les immigrés de la deuxième génération ;
- affectation de plusieurs milliers d'appelés du contingent à des tâches de police ;
- expulsion par voie administrative et sans contrôle judiciaire des immigrés clandestins.

Il convient d'ajouter à la liste, déjà vertigineuse, le renforcement des polices municipales créées sous la gauche. Certes, le cafouillage suscité par l'annonce de la peine incompressible de 30 ans laisse prévoir quelques désaccords, voire de véritables réticences, face à ces mesures, au sein même de la droite. Mais l'arsenal se met en place, progressivement, caressant l'opinion publique, préalablement manipulée, dans le sens du poil.

Alors quoi qu'en disent les médias, le terrorisme au quotidien existe bel et bien. Il se forge, sous nos yeux, dans les couloirs du ministère de l'Intérieur. L'insécurité, c'est eux ! □

PAUL ASTIN



*Ils vont tout faire pour criminaliser la gauche de la gauche.
Gare à nous !*

MARCELLIN EST DE RETOUR

LE "Monsieur-Sécurité" du gouvernement Chirac, Robert Pandraud, vient de se voir doté d'un bras droit de tout premier ordre, sur proposition de Pasqua. Le marseillais Philippe Massoni a été nommé, le 2 mai dernier, directeur central des Renseignements généraux.

Mais si, souvenez-vous... C'était bien dans l'après-68, sous la direction de Raymond Marcellin. Ce brave Massoni avait peaufiné une véritable chasse aux gauchistes et, par extension, à la gauche au sens large. C'était du temps où les écoutes téléphoniques proliféraient, où les filatures et poses de micros étaient monnaie courante, où locaux et appartements recevaient la visite de plombiers et notre courrier détourné.

Depuis le 16 mars 1986, Marcellin aurait refait surface aux abords du ministère de l'Intérieur, jouant les conseillers. Avec l'ascension de Massoni, tout s'éclaircit.

L'arrivée d'un tel personnage à la tête des RG est d'autant plus inquiétante qu'elle s'accompagne d'une réorientation de ces services. Jusqu'à présent, les RG travaillaient selon le découpage droite/gauche : une section s'occupait de la droite et de l'extrême droite, tandis qu'une autre se penchait sur la gauche et l'extrême gauche. Désormais, la distinction sera faite entre partis parlementaires (du FN au PSU) et organisations extra-parlementaires. Il paraîtrait que ces changements ne sont dus qu'à des raisons techniques... Le remaniement est si nettement politique que certains flics s'en émeuvent déjà. Ils expliquent, en privé, que "les partis marginaux sont qualifiés par certains collègues de « pré-terroristes »".

Les Renseignements Généraux devront donc épouser la vision très élargie du terrorisme qu'en a Pandraud ("Terroriser le terrorisme, c'est aussi cela : s'attaquer aux réseaux de soutien, empêcher d'agir les porteurs de valise"). En clair, il s'agit de serrer au plus près "ces milieux de l'ultra-gauche composés de militants ou d'anciens militants qui peuvent à l'occasion faciliter (...) les entreprises terroristes". Ce ne sont pas les démentis de Pasqua, ancien membre fondateur du SAC, assurant que jamais au grand jamais il ne créera de police politique, qui pourront nous rassurer. Ils vont tout faire pour criminaliser la "gauche de la gauche". Gare à nous ! □

MANIPULATION CHIFFREE

DANS son dossier fort intéressant sur "La peur et l'ordre" *Le Monde Diplomatique* de mai dernier décrit, notamment, comment les chiffres sont triturés pour mieux servir l'idéologie sécuritaire.

Le 15 février 1986, Chirac déclarait au *Figaro-Magazine* que la France connaît "huit meurtres et vingt et un vols à main armée par jour, un vol d'automobile toutes les deux minutes, un cambriolage toutes les quatre-vingt secondes". Huit meurtres par jour feraient 2 920 victimes annuelles. En livrant de la sorte toutes ces données, l'actuel Premier ministre laisse entendre, bien évidemment, que les huit meurtres quotidiens sont des actes dits crapuleux (règlements de comptes, hold-up, terrorisme, etc.). Et c'est ainsi que commence la manipulation. D'ailleurs, la gauche au pouvoir utilisait cette même méthode. Le mécanisme mérite le coup d'œil.

En 1983, le ministère de l'Intérieur (alors de gauche) annonçait 2 354 homicides volontaires. En fait, il n'y avait eu que 685 victimes. C'est que nos fonctionnaires de l'Intérieur ont la fâcheuse habitude de comptabiliser, pêle-mêle, homicides réels et tentatives tout comme ils comptabilisent un même acte criminel sous plusieurs rubriques (à titre d'exemple, pour un même braquage, nous aurons : vol de voiture + port d'armes + violence + délit de fuite, etc.).

Ainsi donc, sur les 2 354 homicides annoncés par le ministère de l'Intérieur, seuls 311 étaient des crimes crapuleux. Les 2 043 étaient des homicides ou des tentatives dits domestiques (forcené tuant femme et enfants, mari jaloux tuant l'amant et/ou sa femme, etc.). Si l'on ajoute les 1 282 morts dues aux accidents du travail et les 11 406 accidents mortels de la route, la moyenne quotidienne de l'année 1983 s'avère fort différente : 0,8 homicide crapuleux ; 3,6 accidents du travail mortels ; 30 accidents de la route mortels.

Le tour est joué. Voilà comment, sous la gauche comme dans la bouche de la droite aujourd'hui, moins d'un homicide crapuleux par jour devient "huit meurtres" quotidiens... □

P. A.

TOURISME SOCIAL

LE DROIT A LA PARESSE

L 1936 : le Front populaire institue les congés payés ; les loisirs, longtemps simple revendication, deviennent un droit. Le tourisme social, qui doit permettre à tous d'accéder aux vacances, va se développer.

50 ans plus tard, après 5 ans de gouvernement de gauche, 57% seulement de Français sont "partis en vacances".

D



E même que la réduction du temps de travail (40 heures, journée de huit heures, conquête du repos hebdomadaire), la reconnaissance officielle de la notion de loisir, a été une grande victoire pour la classe ouvrière. Les vacances allaient permettre le repos de "l'âme" et du corps, l'accès à la culture, la rencontre de gens et d'horizons nouveaux. Les "privilegiés" n'avaient plus le monopole du tourisme.

VACANCES DE GAUCHE

Pour que le rêve devienne réalité, l'Etat, sous l'impulsion de Léo Lagrange, mit en place des structures d'accueil, des centres et villages de vacances. Des associations se créèrent, dans le but de permettre au plus grand nombre de partir. Depuis leur nombre s'est accru ainsi que leur importance. Citons par exemple, l'Union nationale de Tourisme et de Plein Air regroupant 50 associations et fédérations, représentant 9 millions d'adhérents, qui se retrouvent dans les Fédérations de Maisons Familiales et Auberges de jeunesse, à Léo Lagrange, à Loisirs Vacances Tourisme, à l'OCCAJ, l'OTU, Renouveau, Tourisme et Travail, l'UCPA, l'UVF et l'Union des Centres de vacances. Dans cette large panoplie d'associations, ajoutons aussi les CEMEA qui assurent surtout des centres de formation. Toutes ces associations ont vu d'un œil confiant, en 81, le retour de la gauche au pouvoir, d'autant que, pendant la campagne électorale, le candidat Mitterrand avait, par voie d'affiche annoncé la couleur : "Quand un enfant sur deux ne part pas en vacances, moi, F. Mitterrand, je dis ce n'est pas juste". On pensait donc que le gouvernement allait mettre en œuvre des moyens pour continuer à réduire les inégalités sociales en matière de vacances et qu'il allait aider à un nouvel essor des associations à vocations sociales. En effet, outre la semaine de 35 heures annoncée par le biais des nationalisations, grâce à la participation financière au sein

d'entreprises de tourisme comme Havas, Ribourel, etc., il aurait pu contribuer largement au tourisme social. Cinq ans après force nous est de constater qu'il n'en est rien. Le tourisme associatif est malade et les inégalités subsistent toujours entre riches et pauvres. Là aussi, les belles envolées électorales ont pris le virage de l'austérité et de la rentabilité. L'heure est au commercial.

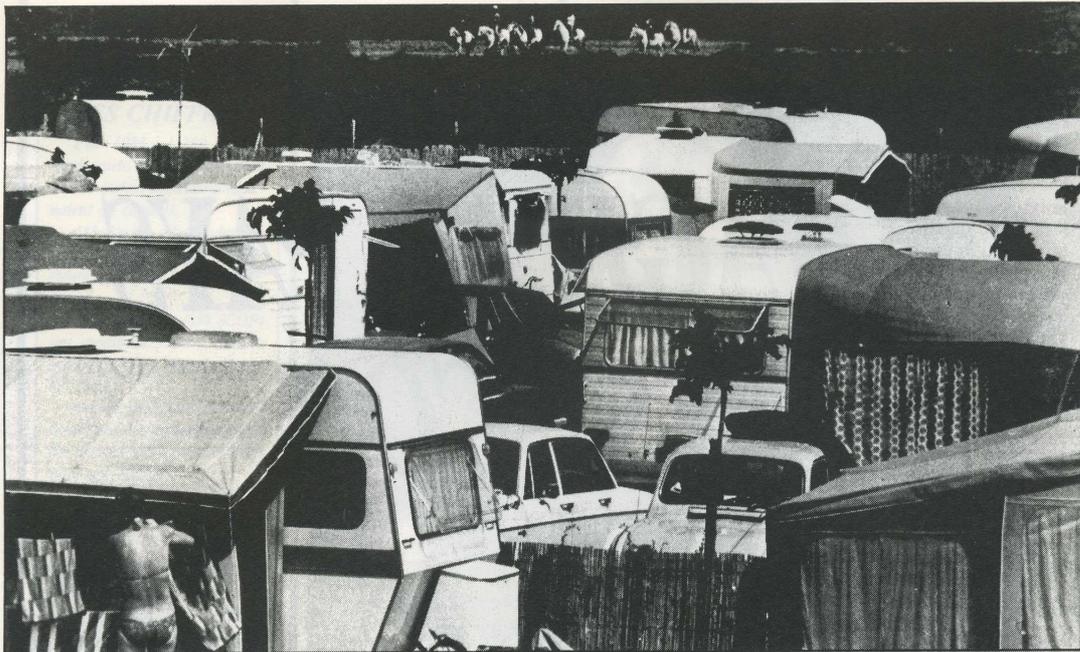
36, C'EST FINI ?

Le tourisme associatif est moribond. Le Touring club de France s'est évaporé, Léo Lagrange, pourtant socialiste, est atteint de déficit chronique et Tourisme et Travail (PC) a été placé sous administration judiciaire après un dépôt de bilan en juillet 85. Cet organisme n'a pu, d'ailleurs, passer l'été que grâce à une subvention de 60 millions accordée par les pouvoirs publics.

Mais l'aide de l'Etat est vraiment exceptionnelle ou plus exactement très minime. Village-Vacances-Familles en est un bon exemple. Cet organisme, avec ses 136 centres de séjours et un chiffre d'affaires de 420 millions de francs, n'a reçu, depuis 25 ans, que 11% de ses frais d'investissement. Si la droite ignorait quasiment les allocations sociales, la gauche a tenu un discours négatif : le tourisme social n'est qu'une formule qui tend à disparaître du langage officiel.

Un véritable dialogue de sourds s'est instauré entre les associations et les pouvoirs publics. Les unes parlent "social", les autres répondent "profit". L'ex-ministre du Tourisme, Crépeau, n'a pas eu peur des contradictions : d'un côté il regrette, en 85, "qu'on n'ai pas compris dès le début qu'on n'était plus en 36", ce qui est quand même énorme pour un socialiste, et de l'autre il affirme tranquillement que le "tourisme social ne s'est jamais mieux porté puisque jamais les français n'ont pris autant de vacances". En effet, on est passé de 50 à 57%. Mais, et les 43% restant ?

Le désengagement de l'Etat dans les associations à but non lucratif se généralise, et la gauche n'a fait que poursuivre une politique engagée depuis plus de vingt ans. La différence, c'est que depuis cinq ans, la gauche a la vue qui a baissé (dans ce secteur comme dans d'autres). Le regard ne se porte plus sur les horizons sociaux de l'égalité et du bien-être, mais sur le portefeuille.



La recherche du profit a asphyxié les associations à vocation sociale.

L'heure est au réalisme, à la gestion. Le tourisme social doit devenir rentable et on prend comme modèle des entreprises dont la motivation naturelle est le profit, comme le Club Méditerranée ou le groupe hôtelier Accor, grand pourvoyeur de devises.

L'Etat ne veut plus boucher, dit-il, ce qu'il considère comme des trous sans fonds. Désormais le tourisme social doit être considéré comme une véritable industrie. Le tourisme rapporte en effet autant que l'agro-alimentaire.

RENTABLE, VOUS AVEZ DIT RENTABLE ?

Deux exemples type de cette rentabilisation. La station de montagne de Courchevel avait été, en 1945, créée pour favoriser le tourisme social et elle est devenue, dans les années 60-70, une station de ski pour milliardaires, snobs et vedettes, avec ses clapiers de luxe et ses hôtels 4 étoiles, et maintenant un promoteur est en train de lancer un programme de chalets grand standing de 150 à 200 m² à 2,5 millions de francs minimum. Deuxième exemple de ce virage : le Club Méditerranée avec à l'origine ses villages de toile est devenu récemment une entreprise purement commerciale qui offre la consommation du loisir dans des ghettos de "rêve".

Conséquence, on s'oriente vers la discrimination par le fric : augmentation des prix des journées vacances, des loisirs plus courts et plus coûteux dans des zones attractives ; abandon des grands espaces ruraux, montagneux, des sites et des projets de parcs naturels moins chers, au profit des lieux aménagés en fonction de la rentabilité ; comme le littoral déjà saturé, où l'espace disponible est organisé au plus juste (quand la surcharge des installations ne devient pas une règle) et où toute préoccupation de bien-être social disparaît. Ou alors, on s'oriente vers des projets prestigieux comme l'EuroDisneyland de Marne-La-Vallée (voir encadré) prévu par la gauche et repris à son compte par la droite.

Bien sûr, ces mesures ne font qu'augmenter les inégalités existant déjà. Quelques chiffres significatifs : en 82, les personnes exerçant une profession libérale et les cadres supérieurs ont en moyenne 37,7 jours de vacances, les ouvriers de l'industrie 25,4, les exploitants et ouvriers agri-

coles 15. En 84, 57% des enfants sont partis en vacances une fois, 25% deux fois, un sur dix plus de deux fois.

Et ces chiffres ne peuvent que s'aggraver, notamment avec la suppression en 86 de l'aide complémentaire versée par la C.N.A.F. aux bénéficiaires de bons de vacances des caisses d'allocations familiales. En outre, d'après une étude de V.V.F., l'amplitude annuelle du calendrier des congés scolaires, n'a cessé de diminuer depuis 81 : de 196 jours elle est passée à 141 jours en 84-85, soit une diminution de 55 jours, ce qui a représenté pour V.V.F., par exemple, une perte de 573 800 journées-vacances et de 14 millions de francs.

LA DISCRIMINATION PAR LE FRIC

C'est également au niveau des jeunes que le problème est grave. Dans le secteur des centres de vacances, c'est le désengagement total. A la fin de la guerre, la participation de l'Etat était de 50% dans le prix de journée. Elle équivaut maintenant à la valeur d'un pot de yaourt. En 64, les effectifs de fréquentation des colonies de vacances étaient de 1 130 000, en 80 de 1 075 000, soit une chute de 20%. Or, si 12% des enfants vont en colonies de vacances, 48% souhaiteraient y aller.

La cinquième semaine de congés payés n'a fait que rendre plus évidentes les inégalités dues à la sélection financière, notamment en matière de vacances d'hiver. En 83-84 (chiffres INSEE) 14% des ménages dont le revenu annuel est de 45 000 à 60 000 francs, y ont accédé. 17,6% des ménages dont le revenu annuel se situe entre 60 000 et 80 000 y sont aussi allés. Mais ce sont les plus hauts revenus (entre 120 000 et 240 000 francs) qui y ont le plus accès.

Le tourisme et le loisir restent un domaine de classe, même si c'est surtout flagrant pour les vacances de neige, dont le coût demeure élevé. On y reste moins longtemps mais c'est toujours cher.

La droite n'ayant rien fait au niveau du tourisme social, la gauche aurait pu, et même aurait dû. La recherche de la rentabilité a, au contraire, contribué à asphyxier les associations à vocation sociale (même celles de gauche). Gageons que la droite, pour ne pas être en reste, ne s'arrêtera pas en si bon chemin, ceci afin de faire de l'argent. □

DENIS

AUTREMENT

VOYAGE AU PAYS DES SCOP

D'abord une SCOP, c'est une société, c'est-à-dire une entreprise à forme juridique ordinaire (Société anonyme ou S.A.R.L.). Avec soit un conseil d'administration, soit un gérant qui fait office de chef d'entreprise. La spécificité du statut coopératif, c'est que le capital est apporté par les salariés/associés, mais surtout que ceux-ci, indépendamment de la quantité de leur apport sont représentés équitablement. A l'inverse des sociétés capitalistes, dans une SCOP, un individu a une voix. Pas question de majorité de fric ! De même le dirigeant est élu pour un mandat de gestion et il est révocable à tout moment par l'assemblée générale.

DES TORCHONS ET DES SOVIETS

Du coup, une coopérative a deux organigrammes : le premier, plus ou moins hiérarchisé, est celui lié à la production. Des ateliers, des bureaux, des exécutants, des responsables d'équipes, etc., tout ce qu'on peut voir traditionnellement. On peut parler d'une structuration par compétences ou qualification dans un processus de fabrication d'un produit.

L'originalité du deuxième organigramme tient au mode de désignation du ou des dirigeants. Etant élus par l'assemblée générale des sociétaires/salariés, ils peuvent fort bien ne pas être des responsables techniques. Leur mandat s'apparente plutôt à une fonction politique de représentation bien que leur tâche nécessite une formation en gestion qui est souvent, hélas, un critère de sélection.

Les SCOP ont une structure qui les fédère par branches et dont l'instance nationale est la Confédération Générale des SCOP. Une des tâches les plus nobles de cette Confédération est d'organiser la formation à plusieurs

HÉRITÉE de l'anarcho-syndicalisme qui avait créé le premier des structures sous contrôle de ses membres, la coopérative ouvrière de production appartient à l'histoire du mouvement ouvrier. Cette forme de résistance au salariat au début du XIX^e siècle a permis de créer des entreprises qui restent la propriété collective des salariés et qui redistribuent les bénéfices. Le rêve anticapitaliste est encore une question : les patrons sont-ils nécessaires pour créer des emplois ? L'autogestion est-elle toujours une utopie ? J.P., coopérateur et gérant de sa SCOP, nous livre ici quelques réflexions sur son expérience.

niveaux de façon à en faire bénéficier les coopérateurs de base. Des stages peuvent permettre la compréhension des mécanismes statutaires, politiques et économiques : en fait l'accès à la démocratie bien comprise. Devenir capable d'exercer une fonction, voilà l'enjeu puisqu'il est possible d'y accéder...

Bien évidemment, tout cela n'est pas si simple...

Il y a (et ce sont les exemples les plus connus), des quantités d'entreprises qui ont pris ce statut sans pour autant bouleverser les rapports dans le travail hérités de la structure capitaliste.

Il faut savoir que si les statuts des SCOP ont tous les garanties de démocratie inscrites noir sur blanc, le fonctionnement réel dépend de plusieurs facteurs.

On a coutume de séparer (pour ne pas mélanger les torchons et les soviets) les créations de SCOP en trois catégories :

— Une grosse entreprise est en train de couler. Les patrons ferment :

le monde au chômage. Si le marché existe et que les travailleurs considèrent que l'outil est viable, le statut coopératif leur permet d'apporter leurs primes de licenciement en capital et de créer une société qui reprend l'activité. Dans ce cas, et ce fut très fréquent avec l'aide des collectivités locales, il est rare que la démocratie fasse exploser la grille hiérarchique préexistante... même quand la fermeture s'est accompagnée d'un conflit avec les syndicats partisans de cette solution. En fait, au nom de la rentabilité immédiate (« il faut faire ses preuves », « on nous attend au tournant »), les cadres sont souvent élus administrateurs, l'ancien directeur-adjoint PDG et les prolos bossent en ayant moins besoin de contremaître : ils s'autominentent.

BOUFFER SANS PATRON

La « propriété collective des moyens de production » ne se manifeste, à la rigueur, que dans le « climat », un peu plus détendu mais « responsable » tout de même.

Ces créations-là ont été nombreu-

ses, en particulier à partir de 81, grâce à la fois aux fermetures patronales et à la période « pro-scop » de la CGT. Dans le textile, on finissait ainsi les stocks...

— La vache à lait que recherche la CG-SCOP, ce sont les entreprises de type artisanal dont le patron n'a pas d'héritier et qui préfère laisser sa boîte à ses bons ouvriers plutôt que la voir reprendre par des concurrents. Il faut savoir que les petits patrons entrant dans ce profil sont très nombreux en ce moment. Par contre, les ouvriers prêts à se faire suer pour gérer la boîte en plus de leur boulot, ça court pas les rues. L'image stakhanoviste des SCOP ne prêche pas pour cette solution...

— Mais le fait nouveau des quinze dernières années, c'est ce qu'on appelle les créations spontanées ou ex nihilo. Partis de rien, quelques copains mettent une cagnotte en commun et se mettent à faire ensemble leur métier. Ce n'est que quelques mois plus tard qu'ils s'aperçoivent que c'est une entreprise et qu'ils sont des créateurs... La plupart du temps, ils ont d'abord bossé pour voir si c'est faisable. Les créateurs, les vrais, les capitalistes, eux, savent des mois à l'avance combien il faut d'argent, combien ça va rapporter, avec quelles subventions, quelles compétences, quel produit, quel marché... Bref, ils sont branchés. Dans les SCOP, c'est plutôt le savoir-faire qui a primé dans les motivations ; quelquefois l'opportunité d'un reste de marché d'une boîte qui ferme ou même la volonté de faire vivre un village.

Dans le bâtiment c'est presque encore l'esprit du compagnonnage qui en a amené plus d'un à sauter le pas du travail au noir vers le travail pro. « On a fait une SCOP parce qu'on pense qu'on peut bien vivre malgré le travail. »

Nombre de militants des années glorieuses se sont convertis à la petite

DES CHIFFRES

Fin 1983, 1 269 SCOP employaient 40 423 salariés dont 24 625 étaient sociétaires (détenaient du capital).

155 d'entre elles seulement représentent des effectifs supérieurs à 50 (24 558 coopérateurs).

2/3 d'entre elles (838 SCOP) ont moins de 5 ans ; mais la moitié (253) ont plus de 15 ans (17 550).

Depuis 1978, 10% des créations sont des mutations, 30% des réanimations, 60% des créations spontanées.

1 SCOP sur 4 meurt dans les 3 à 4 ans... Pas de statistiques sur le nombre de SCOP à fonctionnement authentiquement autogestionnaire.

Sources : Scoplus

Signalons simplement quelques SCOP qui éditent : « L'Impatient », « Alter Eco » ; qui nourrissent comme « Les chèques déjeuners » ; qui embouteillent comme la Verrière Ouvrière d'Albi »...

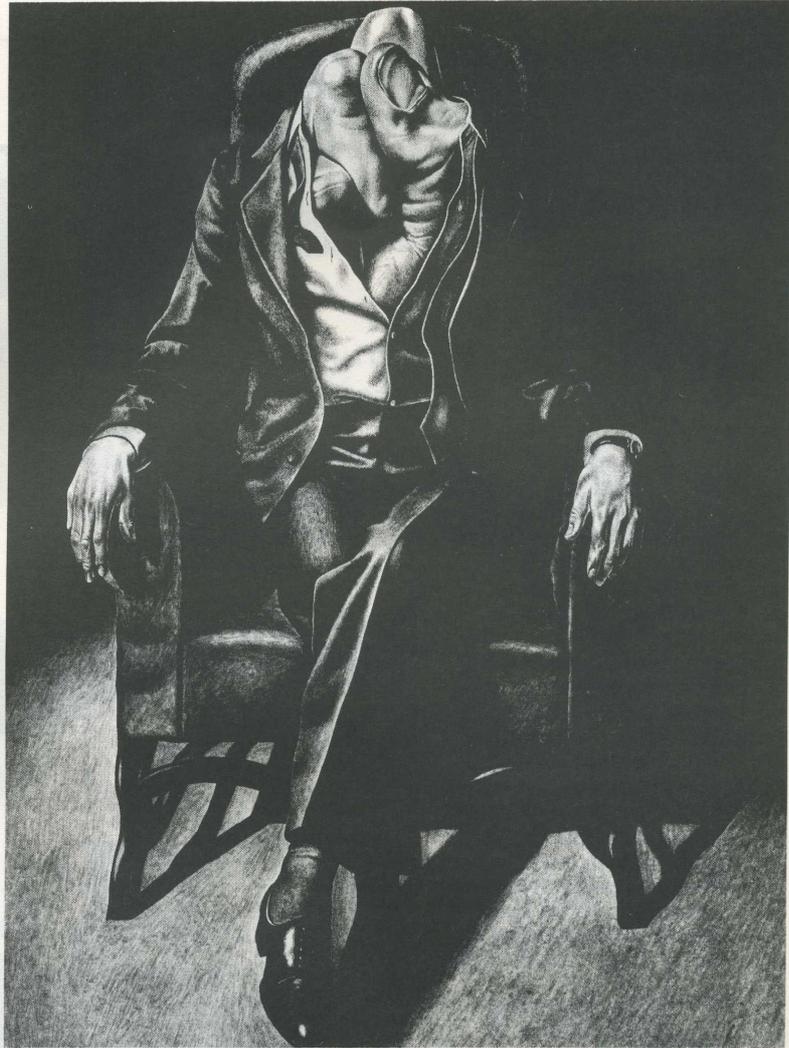
structure coopérative... Dans les arts graphiques et l'imprimerie, on ne compte plus les ex-permanents, ex-autonomistes, ex-babas qui exercent leur métier pour le « mouvement social » et pour bouffer sans patron faute de bouffer les patrons...

On aura compris que sous le chapeau SCOP peuvent se retrouver des origines, des motivations, des fonctionnements, des structurations et des envergures tellement différentes qu'à chaque étape de la vie du mouvement qui les fédère c'est le compromis permanent.

Comment arriver à trouver une dynamique commune à une SCOP de plus de 300 salariés répartis en plusieurs équipes, voire plusieurs chantiers, et le petit groupe de 4 copains au salaire égalitaire dont le projet est de bien vivre au pays tout en travaillant ensemble. Ceux-là se préoccupent de la façon collective de prendre les décisions, d'accepter telle ou telle commande, d'embaucher tel ou tel autre compagnon, et de planifier le 3^e jour de congé hebdomadaire. Quand ce n'est pas la marque du camion d'occasion à acheter...

Les premiers, quant à eux, alignent des résultats économiques que, certes, ils redistribuent aux salariés/associés en fin d'année. Mais quelles sont les approches communes de deux salariés travaillant dans ces deux types de SCOP quant à la réalité de leur contrôle sur la gestion ?

C'est une identité impossible à trou-



Quand les militants des années glorieuses se convertissent en coopérateurs

ver aujourd'hui, et aussi bien les notables en place l'ont bien compris qui jouent l'équilibre entre la solidité des gros anciens et l'innovation des petits nouveaux. Le temps épurera, se disent-ils.

AUTREMENT QUE QUOI ?

L'ambiance politique des cinq dernières années a mis le vent en poupe aux « décideurs », à ceux qui « attaquent » les marchés, qui anticipent les investissements, voire créent des structures appendices non-SCOP pour tester un créneau porteur. Les coopérateurs accrochés aux principes d'égalité des salaires et des motivations, aux procédures tâtilonnes de la démocratie directe, courent le risque

d'être largués au musée des babacools rêveurs. Nombreux sont ceux qui ont voulu devancer les premiers grâce à l'évolution de l'éventail professionnel. On voit de plus en plus de coopératives de non-production : des bureaux d'études, des architectes malgré l'Ordre, des écolos-énergies-renouvelables, des ergonomes même, en un mot au-delà du secteur tertiaire, presque le quaternaire. Ces activités qui nécessitent peu de capital, peu d'investissement, mais qui vendent de la matière grise, sont en pointe dans la bagarre économique. Utilisant les commodités du statut coopératif (moins de capital initial, défiscalisations, etc.), certains oublient quelquefois en chemin leur appellation pour « être crédibles » sur le marché.

A vouloir prouver que c'est possible de travailler autrement, on peut leur demander : autrement que quoi ?

Alors que la constante dans les SCOP fut : « on est les meilleurs mais on est les seuls à le savoir », aujourd'hui l'offensive timide des SCOP s'accompagne d'une angoisse idéologique : on est toujours les meilleurs, on va le faire savoir mais c'est pas la peine de dire que c'est grâce à notre démocratie interne...

Les autogestionnaires politiques autoproclamés n'avaient pas cru ni essayé l'autogestion. La moralité dans les SCOP, c'est que pour que l'autogestion fonctionne, il faut quand même des autogestionnaires. Même si ce n'est pas auto... matique...

J.P.

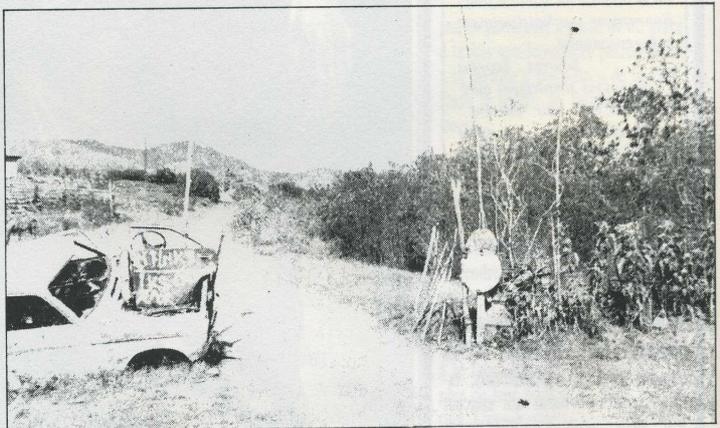
KANAKY

IMAGES POUR L'ESPOIR

Voyage photo en Kanaky. Une façon de saluer les luttes de nos camarades.

"POUR nous faire avaler la pilule de leurs projets néo-coloniaux, les socialos utilisaient les arguments de la carotte et du bâton. Avec Pons, plus de carotte, seulement le bâton. Et son discours "Algérie française" insinue cyniquement la menace d'une guerre coloniale dont il installe déjà la logistique. Nous voici revenus au temps des opérations de maintien de l'ordre, de la pacification, non plus opérées par des forces de police, mais par l'armée. Les paras de la force d'intervention rapide sont déjà en "normalisation" dans l'intérieur. A quand la Légion ?" (Bwenando, n° 38).

Dans leur majorité les photos sont de Lucien D. de Nouméa. Merci fraternel.



1

Tribu de Témala. Région nord, côte ouest. Commune de Voh.

Le barrage de protection et de contrôle à l'entrée de la tribu. Le plus ancien de Kanaky. Il empêche, depuis trois ans, l'utilisation par les colons de 35 km de route municipale qu'ils utilisaient pour aller chasser et se livrer à des exactions sur les terres des tribus de Témala, Oueline Wahat et Ouango.

2

Plantation sur une terre occupée. Succession Perchard à Témala.

Malgré les promesses, cette terre n'a pas été rendue aux kanaks. Résultat : "nous sommes toujours entassés sur la réserve où la terre cultivable manque de plus en plus, alors que des colons règnent sur des immensités presque toutes en friche".



SANS FRONTIÈRE



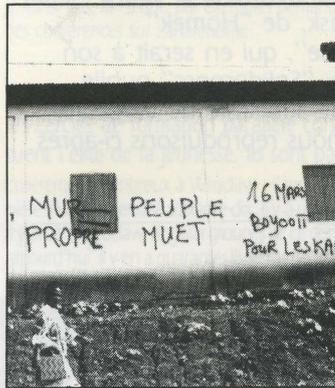
3 ↗

"Bwenando", journal du FLNKS. Excellent périodique de lutte dans un pays où les médias sont à la botte des colons les plus droitiers. "Bwenando" est remarquable par sa liberté de ton, sa démocratie et son indépendance. Sur la dernière page de ce numéro, nos lecteurs reconnaîtront une reproduction d'Anarchy-Comix.



5 ↗

Bayen, Région nord. Commune de Voh. Pont qui s'est effondré un mois après sa construction par un entrepreneur du RPCR. Gustave Lethezer est le maire de Voh. Il s'était distingué lorsque des colons fascistes avaient fait le coup de feu contre la tribu de Tiéta, en portant plainte pour... "tapage nocturne" ! Bwenando ironise : "lorsque les bas-côtés des chemins ruraux seront jonchés de cadavres, Lethezer portera peut-être plainte pour braconnage ou dépôt illégal d'ordures..."



4 ↗

Inscription sur les murs à Montravel.



6 ↗

A l'heure actuelle 1 500 élèves, 264 animateurs, 46 EPK (écoles populaires kanak), réparties dans 8 régions de Kanaky prouvent la détermination et la volonté populaire de rompre avec l'école coloniale.

7 ↗

Manif à Paris
Notre nécessaire solidarité doit s'exprimer avec force.



POLOGNE

L'AMERTUME D'UNE GÉNÉRATION

Spectaculaires comme les punks, ils affichent à la fois les badges de Solidarité et le noir des anarchistes.

NOUS ne savions rien de précis sur le mouvement libertaire polonais. Il existait, mais sans preuves. Coup sur coup, des nouvelles nous parviennent. D'abord "Iztok" nous révèle l'existence, à Gdansk, de "Homek" "revue libertaire pour la jeunesse", qui en serait à son trentième numéro. De son côté, "Solidarnosc" publie un entretien avec un militant de Solidarité de Wrocław. Entretien très révélateur dont nous reproduisons ci-après quelques extraits (*).



(Fragment d'un entretien avec un militant de Solidarité de Wrocław).

J'em'occupe depuis fort longtemps des problèmes des jeunes, mais c'est en vain que je tente d'alerter les militants de Solidarité, que j'essaie de soulever ce sujet lors des réunions... Tout le monde est d'accord pour dire que c'est important, mais les choses s'arrêtent là. Ce n'est pas une question de mauvaise volonté, mais d'impuissance. On

ne sait pas au juste que faire des seize-vingt ans. Les gens de Solidarité se réfugient dans des stéréotypes : il faut les laisser mûrir ; quand ils seront ouvriers ou étudiants, on les aidera.

Il me semble que cette génération est terriblement amère, beaucoup plus triste que la nôtre. Je ne sais pas quelle sera son évolution. Peut-être importerait-elle des armes au lieu d'importer comme nous des duplicateurs ? Car,

(*) "Solidarnosc", 5, rue Mayran, 75009 Paris. "Iztok", BP 161-09, 75422 Paris Cedex 09. Dans son dernier numéro, la traduction d'un passionnant article de "Homek", analysant les élections en Pologne et critiquant Solidarité pour sa stratégie de boycott passif.

ont-ils un avenir ? Quand ils disent "j'aurai un appartement en l'an 2010", on a envie de pleurer. Tout cela est vraiment désespérant. Ils essaient néanmoins de faire quelque chose, de s'organiser, ils tentent de donner un sens à leur vie. Il y a des révoltés parmi eux, et même s'ils ne sont pas nombreux, ils comptent.

Dans cette réalité polonaise horriblement triste, dans cette grisaille, les jeunes se cherchent, essaient de se distinguer, d'agir. Ils le paient cher. Le régime leur tape dessus car il en a peur.

Quoi qu'on en pense, même les punks avec leurs cheveux bariolés, leurs boucles d'oreille et leurs cuirs illustrent cette recherche de la liberté. Cette recherche devrait nous être chère, même si notre génération a du mal à comprendre cette sub-culture des jeunes, qui est essentiellement musicale. Pour eux, c'est un mode de vie, une idéologie, presque une religion. Les punks polonais, avec leur amour pour le reggae et le rasta, font partie d'une internationale des jeunes. Ils paient très cher leur volonté de se démarquer : il suffit que les flics les voient pour qu'ils les entraînent sous une porte cochère et les tabassent. Je connais des jeunes qui passent 48 heures au trou au moins une fois par mois.

L'année dernière le mouvement pour une société alternative s'est constitué à Gdansk. Il s'est beaucoup fait remarquer à la manifestation du 1^{er} mai 1985 ; plusieurs centaines d'Iroquois aux cheveux roses ou verts, vêtus de blousons noirs et avec des lunettes bleu ciel, c'était un sacré spectacle. Ils portaient de grandes banderoles noires avec l'inscription rouge sang "Solidarité poursuit le combat". Ils sont spectaculaires comme les punks, et arborent à la fois des emblèmes de Solidarité et le noir des anarchistes.

Ce sont pour la plupart des élèves d'écoles professionnelles et techniques et quelques étudiants. Ils viennent des quartiers ouvriers Grabowek et Chylonia. Tous sont des supporters du "Lechia" de Gdansk, le stade est un de leurs points de rencontre.

J'ai lu leur déclaration de principe, c'est un mélange d'anarchisme et de pacifisme. Mais leur pacifisme est limité : ils estiment par exemple qu'il ne faut pas se laisser faire quand on est attaqué

SANS FRONTIÈRE

par les Zomos ou la police. Ils sont présents partout où les jeunes entre seize et vingt ans se rencontrent. Au festival des jeunes à Jarocin, l'année dernière, personne n'a eu l'idée de s'adresser à eux, de saisir cette occasion fantastique — personne sauf le mouvement pour une société parallèle.

Ils participent aussi aux actions de rue — colportage d'affiches, inscriptions — et sont très actifs pendant les manif, ils se défendent bien contre les Zomos. Ils arrivent avec des chapkas fourrées pour se protéger des coups et avec des masques à gaz. Cela peut nous sembler puéril mais à Nowa Huta, par exemple, plein de gens se sont fait arrêter à partir des photos prises pendant la manif. Alors ils se disent : ne pas se laisser prendre, ne pas se laisser tabasser, ne pas se laisser reconnaître sur une photo.

Ils s'identifient à la résistance contre les rouges qu'ils détestent viscéralement, physiologiquement. Mais, en même temps, ils sont très critiques à l'égard des grandes figures de Solidarité. Ce sont des vioques pour eux, des "has been". Tout ce qui se passe dans les églises, ces messes, ces réunions, ces chants, ces V de la victoire, c'est du cirque pour eux. Ils croient qu'ils sauront faire mieux, qu'ils ne seront pas indolents comme nous le sommes à leurs yeux.

Ils sont très actifs, ils parcourent toute la Pologne, nouent des contacts et diffusent leur revue "Homek". Ils sont très liés aux gars de Nowa Huta ; les jeunes sidérurgistes appartiennent à la même génération.

Un mouvement analogue est en train de se constituer à Wrocław. La revue "Zéro" s'adresse à des jeunes qu'aucune ramification de Solidarité ne pourrait toucher. Selon la rédaction, la conscience des jeunes ne peut pas être formée par la lecture des textes classiques ou par référence aux figures historiques.

"Zéro" parle donc beaucoup de la subculture des jeunes, publie des critiques de concerts que donnent des groupes comme "Butapren". Les "zérovistes" ne trouvent aucun appui auprès de Solidarité, ni auprès de l'Eglise.

Une toute autre catégorie de jeunes, qui appartient pourtant à la même génération, est groupée autour des publications clandestines dans les lycées ou dans les cercles de formation parallèle. Ils sont différents de ceux dont je viens de parler : ces derniers se fichent éperdument des sujets classiques abordés par l'enseignement parallèle : l'histoire récente, la politologie, les problèmes syndicaux. Ce qui pourrait éventuellement les intéresser, en revanche, ce sont des analyses des révoltes de rue et des mouvements clandestins en général. Quand je les ai vus, ils m'ont, par exemples demandés, des conférences sur l'anarchisme.

Les lycéens et les étudiants réunis dans les cercles de formation parallèle constituent l'élite de la jeunesse. Ils sont particulièrement nombreux à Wrocław : l'année dernière, j'en ai répertorié soixante-dix. Il y a un mois, il y avait à Wrocław vingt-six groupes de ce genre ; aujourd'hui, il y en a quarante. Ils se forment sou-

vent autour des derniers maillons du colportage, notamment du colportage de publications destinées aux lycéens. Je connais un lycée où il y a dix groupes de formation parallèle avec dans chaque groupe dix personnes, soit un tiers de tous les élèves au total. Ces jeunes-là, s'intéressent énormément à Solidarité, ils invitent des militants pour qu'ils leur parlent des seize mois de Solidarité légale et de la clandestinité. A mon avis, là est le réservoir de nos futurs militants.

La Fédération des jeunesse combattantes s'est adressée directement à Solidarité. Ce mouvement a été créé par des lycéens de Varsovie, il souscrit aux idéaux de Solidarité et reconnaît l'autorité de la TKK. Ils attendent que le syndicat les aide intellectuellement, techniquement et matériellement et qu'il leur confie des tâches. Ils veulent néanmoins avoir une identité propre. Ils ont participé aux actions de lancement de tracts l'année dernière, contre les hausses des prix. Ils s'essaient à l'auto-gestion, éditent des revues, organisent des récréations silencieuses.

Leur mouvement s'étend au-delà de Varsovie : au congrès national de la Fédération, des jeunes de Gdansk, de Wrocław, de Nowa Huta, de Gorzow sont venus. Ils ont également noué des contacts avec les jeunes du mouvement pour une société alternative. Aucune antenne de Solidarité n'a jusqu'à présent manifesté d'intérêt pour leur action, mais ça commence lentement à changer.

(extrait de "Tygodnik Mazowsze", n° 154 du 16 janvier 86).



SPEED

TCHERNOBYL

MONDE

SEOUL



ILS...

Ils ne se contentent plus de nous mentir. Ils disaient que puisque le nucléaire induisait des risques, ils prendraient plus de précautions, donc moins de risques. Ils disaient que le nucléaire était inévitable. On savait qu'il leur serait profitable. Civil et militaire. On savait quels dangers non seulement pour les populations mais même pour la planète ils nous faisaient courir. Malgré nos cris, nos angoisses, nos arguments, notre indignation, nos démonstrations, ils ont disséminé des centrales, des surgénérateurs. Le plutonium ça rapporte. Que dire que nous n'ayons pas dit ? Que la période d'activité radioactive des déchets de ces centrales, atteignait un tel nombre de siècles que nous allions "endetter" des centaines de générations d'êtres humains ? Ils le savaient ! Que le risque statistique, même minime, entraînerait des catastrophes et des morts à la fois dans l'environnement immédiat de l'accident mais même par contamination atmosphérique dans son voisinage plus lointain ? Ils s'en doutaient bien ! Reste que leur arme, même émuoussée parfois, demeure en leur pouvoir : le mensonge. Le mensonge du silence sur les effets réels de quelques picocuries, Becquerels, RAD ou REM. Le temps relatif que met la radioactivité à tuer l'irradié leur permet de dédramatiser les effets possibles de la contamination. La centralisation policière, secret défense, raison d'Etat leur facilite la tâche. Et même si la presse, vexée de ne pouvoir faire son métier sans "leurs" chiffres réussit à leur faire cracher quelques résultats, le mépris, l'aplomb avec lequel les gouvernants haussent les épaules ne rassure personne. Et si le nuage de Tchernobyl avait déposé des doses mortelles, qu'auraient fait les "responsables" ? Que pourraient-ils conseiller à leur

population ? Pas grand chose sinon organiser l'exode grâce à un itinéraire fléché, des radio-guidages et des menaces pour les pillards... Un scénario-catastrophe qui nous pend au nez. Pas de quoi rire. Aussi, plus que jamais, il faut dénoncer cette machine à tuer à retardement, exiger l'arrêt des centrales et la garantie que tout accident, quelles qu'en soient les conséquences, puisse être connu de tous, sans la mainmise du lobby nucléaire sur l'information... Nous verrons si tout est aussi sûr. □ S. E.

N COMME NESTLE

Dès 1974, une association britannique accusait Nestlé de provoquer la mort des bébés "parce que leurs mères les nourrissent avec du lait en poudre de type occidental". Ce fut le point de départ d'une campagne anti-Nestlé car ce n'est pas tant le lait de substitution qui est mis en cause que les mesures promotionnelles de la firme. Celle-ci n'hésitait pas pour couvrir le marché tiers-mondiste, à employer les grands moyens, incitant à l'abandon de l'allaitement maternel au profit d'une alimentation artificielle. Régulièrement posée, la question de l'allaitement sera encore longtemps. Dans les pays industrialisés, le choix est possible. Il n'en va pas de même dans les pays du tiers-monde compte tenu des risques de malnutrition, de fragilité et même de mortalité infantile, lorsque les conditions d'hygiène ne sont pas réunies. La pression de diverses associations, les recommandations de l'OMS, l'interdiction de toute publicité pour les laits en poudre ainsi que tout contact entre les firmes productrices et les jeunes mères conduisirent Nestlé, en 1982, à réglementer sa publicité pour les aliments de bébés. En janvier 1984, le Comité pour le boycottage des produits Nestlé décidait la suspension

de son action en raison des très grands progrès réalisés par la firme. Voilà que l'on reparle aujourd'hui de la multinationale suisse avec la parution du livre de J. C. Buffle "N comme Nestlé" (Ed. A. Moreau). Certes, Nestlé a réagi, rappelant qu'elle n'avait jamais été condamnée et essayant de prouver sa bonne foi ainsi que son honnêteté. Mais à la vue de ses arguments, il semble bien difficile de concilier marketing, nécessité d'expansion industrielle et impératifs sanitaires. □ M. N.

REPRESSION ET OLYMPIADES

Après l'écrasement d'un soulèvement populaire ayant fait des centaines de victimes en 1980, l'accession au pouvoir du dictateur Chun Doo Hwan se solda, l'année suivante par : 57 000 arrestations, 3 000 condamnations, 8 000 licenciements de fonctionnaires, journalistes et enseignants. Le tout sous le regard bienveillant des 40 000 GI's stationnés en permanence en Corée du Sud. La doctrine anticommuniste du président veut justifier à peu près tout. Aussi bien les 55 heures hebdomadaires de

travail que la constante mobilisation patriotique face à la Corée du Nord. Ainsi, à 17 h, tous les jours, c'est le garde à vous pour écouter l'hymne national. De même, à 14 h, tous les quinze ou mois, c'est l'exercice d'alerte pour gagner au plus vite les abris.

Depuis plusieurs mois, l'opposition parlementaire mobilise pour que les élections annoncées pour 1988 se déroulent au suffrage universel direct. Mais ce sont les étudiants, dont un secteur tend à se radicaliser, qui inquiètent au premier chef le régime. Le pouvoir l'a compris : 800 des 1100 détenus politiques sont des étudiants ; 1 579 étudiants ont été expulsés des universités depuis 1980. Réprimer ou bien jouer plus libéral : le président sud-coréen hésite à l'approche des Olympiades 88. Côté répression, filcs et indices s'en chargent depuis longtemps. Pour la façade libérale, c'était précisément l'objet de la récente tournée de Chun Doo Hwan dans diverses capitales européennes. Ça tombait bien pour la France de la cohabitation : Paris aimerait arracher deux contrats, aux dépens des USA, pour la construction de deux nouvelles centrales nucléaires et d'un TGV... □ J. D.



NUCLEAIRE

JAD : L'ART CONTRE LE NUCLEAIRE

UNE PEINTURE D'AGIT-PROP QUI SE BAT CONTRE L'APOCALYPSE

"L'ART n'est pas seulement le pouvoir de tout dire, de tout remettre en question et de tout recréer ; cela est essentiellement son plus indispensable et impératif DEVOIR".
JAD.

HUIT heures du matin, place du Capitole à Toulouse. Une dizaine de personnes se retrouvent autour du déchargement d'un camion. En 1 heure l'exposition du peintre militant Jad, contre l'apocalypse nucléaire est montée.

• UNE MANIF-EXPO

TROIS supports, qui maintiennent une quinzaine de toiles, encadrent un stand où s'étalent une série de photos, press-books, textes, affiches, poèmes et pétitions. Le montage a été facile, et pour cause : en 7 ans, et plus de 1 000 animations, de Auckland à Marseille, de Tokyo à Washington, en passant par Rome et Munich, la manœuvre a eu le temps d'être rodée.

Les œuvres de Jad font plusieurs mètres, dans des dominantes de couleurs rouge, bleue ou orangée. Fortement influencé par Gauguin, Jad essaie, à son tour, de faire dans ses toiles, la synthèse des courants de la peinture contemporaine.

Des enfants aux yeux légèrement bridés et aux longs cheveux noirs sont crucifiés par des seringues-missiles sous le regard de curés qui dissimulent, derrière leur crucifix, des pénis éjaculant des champignons atomiques. Miss Tahiti exhibe son corps atrophié sur fond de chapeau bleu, blanc, rouge à côté d'une tombe dont l'épithaphe interpelle monsieur-tout-le-monde sur ce qu'il fait pour empêcher l'apocalypse.

Religion, répression sexuelle, violence, mutations monstrueuses dont sont princi-

palement victimes les enfants, sont autant d'accusations portées contre le monde adulte.

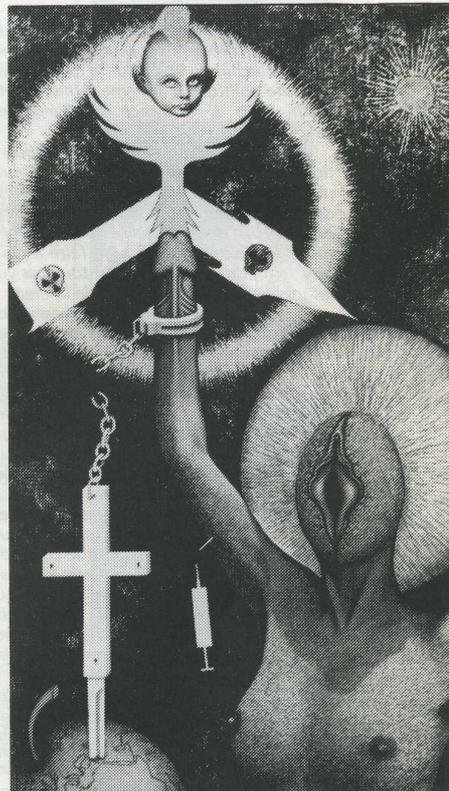
Le spectacle est là, et attire les gens de tous âges, de toute condition qui, entraînés par la disposition même de l'exposition, se retrouvent dans le stand où sont affichés des photos et des textes qui dénoncent les expériences nucléaires qui mettent en danger de mort, non seulement la Polynésie, mais l'humanité toute entière.

• 20 ANS D'ESSAIS ATOMIQUES EN POLYNESIE ÇA SUFFIT !

Comme d'autres étaient partis faire pousser des chèvres en Ardèche, Jad voulait cultiver la peinture à l'huile sous les cocotiers. Mais sous ces arbres, il pousse, du côté de Mururoa, des champignons monstrueux qui ont engagé le peintre sur la voie de la lutte contre les essais nucléaires et plus largement pour la défense de l'identité polynésienne, victime de la bombe tout autant que des goupillons.

Plutôt attiré par la peinture abstraite qui "permet une infinie variété d'interprétation" et qui donc ne condamne pas le spectateur à la passivité, Jad a décidé, pour l'efficacité de son action, de revenir à une peinture plus figurative qui permet un échange plus facile et plus immédiat avec son interlocuteur. Devant le succès de ses expositions et d'un commun accord avec ceux qui luttent sur place, Jad a décidé de faire une tournée internationale pour sensibiliser le monde sur les problèmes de la Polynésie.

"La contamination atomique concer-





nant le monde entier, il m'a semblé nécessaire de présenter mon travail un peu partout, pour informer le public international des dangers des essais atomiques et l'amener à réfléchir, lui aussi, sur le bien-fondé de toute politique d'armement intensif et d'utilisation à outrance de l'énergie nucléaire."

Bilan de 7 ans de tournée de l'exposition : plus de 500 000 km parcourus, un millier d'animations diverses, des dizaines de manifestations conduites par ses toiles et plusieurs millions de personnes informées. Signalons que s'il a pu faire à peu près le tour du monde, il s'est toujours vu interdire l'accès de l'URSS et de la Chine.

Chose étonnante encore, Jad ne vend pas ses toiles, il ne fait que les exposer ou plutôt les manifester. Il ne vit que des dons qu'il récolte dans la rue, par la vente d'affiches et par la solidarité des camarades qui, de par le monde, lui permettent de se déplacer. "Je les (toiles) ai peintes pour tous. Pas pour le seul profit de ceux qui tentent de s'accaparer tout ce qui existe sur terre".

La tournée que Jad organise actuellement dans les villes françaises doit aboutir à un grand rassemblement le 5 juillet au Champ de Mars à Paris. Cette campagne "SOS Tahiti" se veut une réponse au 20^e anniversaire du début des essais nucléaires en Polynésie, mais aussi une fête pacifiste contre le racisme et le colonialisme.

Trempas

• Pour en savoir plus sur la Polynésie : voir dans Agora n° 24 "Mururoa leur amour" et pour la manifestation du 5 juillet : contact et documentation : Jad, Apt. 88 - 6, rue du Champ de Mars - 76000 Rouen.

CE QUE JAD PROPOSE :

Pour faire opposition à ce silence presque général et parce que 20 ans d'essais atomiques en Polynésie, ça suffit ! :

• **Un appel aux personnalités et organisations**

ainsi qu'elle rendent publique leur désapprobation de la poursuite des essais atomiques en Polynésie et ailleurs.

• **Une pétition publique** pour l'arrêt de ces mêmes essais. A faire multiplier et signer partout autour de vous. Le nombre de signatures recueillies sera rendu public de manière spectaculaire le 2 juillet 86 (anniversaire du premier test à Mururoa).

• **Une campagne "S.O.S. Tahiti" d'actions concertées pour le 20^e anniversaire du début des tests en Polynésie.** Avec l'approbation des Polynésiens eux-mêmes et l'aide de tous les individus et organisations intéressés localement, nationalement et internationalement, de faire de ce 20^e anniversaire un événement mondial déterminant pour l'arrêt des essais atomiques en Polynésie, sera organisé.

• **A Paris, sur le Champ de Mars, 5 juillet 1986 :**

— Un Festival "L'Art contre l'Apocalypse Nucléaire en Polynésie... et ailleurs"

• 1 nuit de festival gratuit avec plus de

100 artistes.

• Œuvres et stands d'artistes et d'organisations de toutes sortes y présenteront un vaste panorama d'expression contestataire.

• 50 artistes de la scène se succéderont bénévolement, offrant un concert unique de textes et de musiques engagés... et dégagés.

— **Une manifestation, conduite par mes tableaux** (dont ceux de tête portés par des Polynésiens), **samedi 5 juillet 86, dans les rues du centre de Paris et sur les Champs-Élysées.**

• **A l'étranger, devant les ambassades de France :**

— **Des manifestations et rassemblements avec les organisations internationales** qui m'ont aidé durant ma tournée, afin de renforcer, par ces actions locales menées **au même moment**, l'impact du festival et de la manifestation de Paris.

• **A Tahiti, enfin, en pleine fête du juillet tahitien :**

— Une manifestation, un rassemblement et des actions diverses en coordination avec les organisations polynésiennes soucieuses de faire écho, à leur manière, à ces actions de solidarité internationale envers leur pays.

ZONE

SUR MA GAUCHE L'ALTERNATIVE

Les 11 et 12 avril derniers, la Mairie de Montreuil puis la flicaille du coin ont porté un sale coup à "l'Usine". Après avoir muré les accès à ce squat et interdit le déroulement d'un concert, le samedi soir, la soirée s'est prolongée par des courses-poursuites, des matraquages et la dispersion de tout ce qui pouvait ressembler à une "iroquoise". Bilan : cent vingt interpellations, deux gardes à vue (dont un passage en correctionnelle avec remise en liberté), deux policiers blessés, un car de police endommagé et de la haine sur les trottoirs.

Comme chaque semaine, depuis plusieurs mois, ce concert avait été organisé au squat du collectif "Utilisation Subversive des Intérêts Nuisibles aux Espaces", une usine désaffectée de la proche banlieue parisienne.

Pour l'heure, le statu quo est préservé. L'association loi 1901 "Rockline" avait pourtant tenté de négocier les trois étapes et les cent mètres canés de "l'Usine" avec le proprio et la Mairie. Toujours sous la menace d'une expulsion, la seule réponse fut donc scellée à la brique et au ciment.

Depuis 1985, "Usine", existe par ses activités culturelles et par la présence de nombreux ateliers (théâtres, danses, etc.), issu de différents "courants" associatifs, autonomes et d'individus appartenant à la mouvance amar, la richesse de ce lieu tenait aussi aux perspectives politiques : son désir de mener des campagnes sur l'immigration et contre le racisme ainsi que la réactivation de luttes urbaines. Pour les participants, cela se résumait par la création "d'un collectif culturel sur un niveau politique, axé sur ces campagnes".

Aujourd'hui comme hier, contre le renouveau des chasses aux sorcières, il faut revendiquer la possibilité d'existence de tels lieux.

J.-L. S.

SUR MA DROITE SHOWBIZ

Renaud est, comme il se définit d'ailleurs lui-même, un chanteur énervant. Par son engagement, son humour, ses contradictions, sa tendresse, il fait chier. Mais, entendons-nous bien : dans la galerie des monstres vivant du showbiz, il est l'un des rares que l'on ne peut pas prendre pour mort et j'aime ça. Au milieu des Gainsbourg, surréaliste ou nul, des Goldman "gentillets" ou des exilés volontaires et rejetés, il est monté aux créneaux pour être, aujourd'hui, le chanteur réaliste incontournable. On retrouve donc Renaud, côté rameur, celui-là même que vous voyez à "Champs-Élysées". Malgré le déplacement des lieux d'intervention sociaux des chanteurs engagés, on le retrouve sur d'autres terrains, exprimant souvent les mêmes préoccupations, les faits : l'affaire Thatcher, le contrat du siècle, Moscou et "l'entourloupe" FR 3 chanteurs sans frontières, SOS racisme, écologie et Greenpeace, éducation des enfants, restaurants du cœur... Au-delà du cafouillage et des coups médiatiques se dessine une nouvelle militance qu'il faut préserver et mieux définir au risque d'être récupéré ou anéanti par les sirènes alarmistes. Quand quelque chose est rare ça prend de la valeur, mais il ne faut plus qu'on nous le livre en toc. Sinon, comme les baleines, les Renaud tendront à disparaître ou bien ne nous seront concédés que dans la métaphore...

Supermarket

SUR MA PLATINE, LES SCRAPS

PHOTOS DÉSORDRE



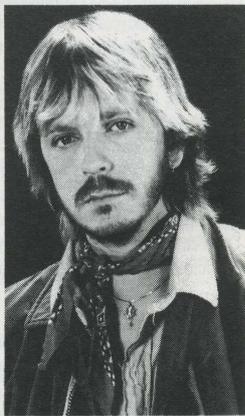
dans l'usine.



Dans le désordre, moins le pouvoir, il y a le chanteur Charogne, le guitariste Gros Bœuf, la Basseuse Cécile et le battiste Crasseux. Je pose mon casque et je retiens mon souffle : c'est le 33 tours des Scraps qui vient de sortir. Que du saignant ! La révolte abreuve leurs sillons ! Au menu : "Désarme ou crêver", "Apartheid", "Make noise not music", "Dieu doit crever" et "Le Pen fuck you !".

"Uniformes et cirés noirs
Nostalgie des années noires
Propagande et répression
Dans l'intérêt de la "Nation"
Terreur et démagogie
Offensive des néo-nazis
Voici qu'on parle de
Jean-Marie.

Si vous voulez la suite, achetez-vous ce vinyl : 20 F, en écrivant à Max, 43, rue de Turenne, 59000 Lille (c'est le manager). Et bientôt si vous êtes sages, une interviewue des Scraps dans votre revue préférée. Voilà, c'est tout. Rompez.



BANGLADESH

PAROLES DE FEMMES !

MATERIEL vidéo défectueux à la dernière minute, photographe inexpérimenté ou malhabile. Il n'y aura pas de portrait souvenir de l'arrivée du groupe de Bengalis, le dimanche 20 avril, à Toulouse. Le handicap de la langue au bord de la communication, les femmes bengalis et françaises ont mis en commun leur connaissance gestuelle et leur acquis en anglais. Tout était prêt pour cette rencontre.

C'est dans un appartement d'un militant de Frères des Hommes qu'a eu lieu l'accueil de Mina et Jahanara. Elles ont quitté leur pays pour témoigner de leur situation de femmes lâbas et de leurs luttes pour qu'ensemble, avec les hommes de leur pays, elles puissent s'autodévelopper. Elles étaient attendues par d'autres femmes : certaines appartenaient à des groupes comme UFF, FDH, mais aussi par quelques hommes sensibilisés à leurs causes. C'est dans une atmosphère attentive que Mina a ouvert la discussion en parlant de sa révolte.

ETRE FEMME AU BANGLADESH

C'est d'abord être soumise à des règles sociales et religieuses et la vie d'une femme se joue en peu de temps. Dès l'enfance, elle apprend les trois qualités exigées : travail, obéissance et soumission. La société islamique traditionaliste donne toute autorité à l'homme. Elle est aussi cédée avec une dot à une autre famille qui l'a choisie comme épouse pour l'un de ses membres en fonction de ses capacités de reproduction et de ses aptitudes à tenir un foyer. Cette dot sera souvent source d'endettement auprès des usuriers locaux ou propriétaires terriens. Dans ce système social où la polygamie existe, plusieurs malheurs peuvent lui arriver :

- une naissance trop longue à venir (difficultés de santé, stérilité),
- ne pas avoir la "chance" de donner naissance à un garçon qui est un atout pour nourrir la famille dans l'avenir,
- enfin, vieillir ou bien ne pas plaire à son mari.

Dans ces situations, elle peut alors s'attendre à être répudiée ou reléguée à une place sociale de servante, sans aucun statut dans la famille. Aussi la femme bengalie a peu de chance d'avoir une place dans toute vie publique, et puis, il lui est interdit de posséder un bien propre, ni argent, ni terres. Un seul moyen pour elle, le repli sur le bain où elles se retrouvent entre elles avec leurs enfants.

QUAND LES FEMMES SERVENT DE COBAYES

Au Bangladesh, nous dit Mina, le problème de santé numéro un est le manque de nourriture : la moitié de la population consomme moins de 1 800 calories par jour ; 70% des femmes sont anémiées. Et la situation ne cesse d'empirer.

La tentation est grande pour le gouvernement, afin de combattre l'appauvrissement, de limiter les naissances. Il faut à tout prix arrêter la croissance démographique. Priorité est donnée au programme de "population control" qui met l'accent, surtout, sur les stérilisations. Pression est faite sur les femmes ayant 2 ou 3 enfants, en leur proposant une coquette somme. Tout naturellement, ce nombre augmente en période de manque et 40% des femmes ignorent la nature de l'opération et son irréversibilité. Les moyens contraceptifs comme pilule, injection de depoprovera, stérilet sont proposés mais avec moins d'ardeur. La pilule est souvent surdosée, provoquant des saignements, maux de tête et elle est distribuée sans tenir compte du profil gynécologique de la femme. De plus, l'approvisionnement n'est pas régulier,

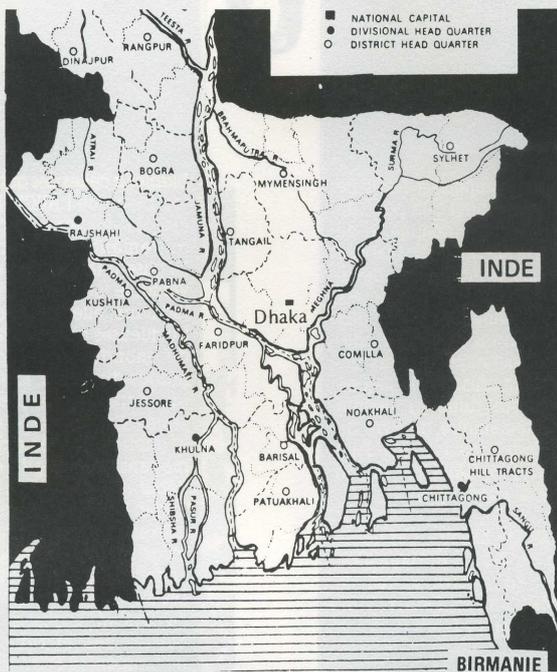


rendant aussi problématique la validité du contraceptif. La depoprovera est une solution miracle (injection d'une piqûre tous les 3 mois), mais elle est réputée cancérigène. Interdite aux Etats-Unis, elle continue à être largement utilisée ici provoquant, à long terme, des stérilités.

Actuellement, un nouveau contraceptif gestatif de longue durée d'action est expérimenté dans deux hôpitaux de la capitale Dacca. Il s'agit du nexplant (implants sous-cutanés libérant progressivement de la progestérone, actifs pendant 5 ans). Cette méthode est produite par la Compagnie Weyth et malgré la réaction négative des milieux scientifiques et médicaux bengalis, elle continue à être testée. Le problème qui se pose est que ce contraceptif ne semble pas avoir subi tous les tests d'inocuité à long terme désirables et, de plus, il s'agit d'essais qui ne sont pas conduits selon le code éthique des essais scientifiques (Charte d'Helsinki).

Les femmes ne sont pas informées de la nature du contraceptif prescrit, on leur donne une prime de 120 Takas.

Une demande d'avortement n'est prise en compte que si la femme accepte ensuite d'être stérilisée ou de recevoir le nexplant.



De tels abus sont possibles parce que les donneurs de fonds ferment les yeux comme l'USAID (organisme gouvernemental nord-américain d'aide au développement) et la Banque Mondiale. Pour eux, la seule priorité est de diminuer le taux de croissance démographique. La santé est secondaire, peu importent les moyens utilisés. Pourtant, l'alternative existe : une réforme agraire qui redistribuerait les terres, entraînerait une augmentation du pouvoir d'achat, donnerait de l'emploi, ce qui pourrait convaincre les paysans de se contenter de deux enfants.

PARTENAIRES POURQUOI FAIRE ?

La planification familiale vise à réduire le nombre d'enfants sans chercher à améliorer le statut des femmes. La politique dirigiste et

imposée ne peut trouver d'assises populaires solides. La continuité par le biais de versement d'un pactole n'a jamais servi la liberté de disposer de son corps et de programmer à sa guise sa maternité. Mais le problème de la condition féminine reste lié à la question du développement du Bangladesh.

Pourtant il existe des alternatives : l'alphabétisation autorise l'accès à une information diversifiée ; le recul de l'âge du mariage, l'espacement des grossesses permettraient à la femme de récupérer quelque peu et de nourrir son bébé.

Actuellement, des groupes de femmes s'organisent, partagent, réfléchissent. Elles luttent pour un statut, un droit à la parole, un mieux-être pour elles et leurs familles. C'est

pourquoi l'expérience des paramédicaux de Savar, certains formés par Frères des Hommes à Shariakandi, Nigera Kori et dans d'autres dispensaires est importante (provoquer un processus de conscientisation des femmes et des petits paysans pour plus de justice sociale et pour un développement économique). La présence des femmes bengalies à cette réunion témoignait donc d'attentes précises :

- parler de leur condition de vie au Bangladesh, dénoncer notamment la politique de limitation des naissances,

- être informées sur la lutte des femmes en France ; quelles sont, par exemple, les revendications de l'UFF ;

- enfin, deux questions essentielles : quelle aide peuvent continuer à espérer les bengalis d'organisations non gouvernementales et quel soutien auront-ils dans la perspective d'un soulèvement populaire ? Le partenariat jusqu'où ?

On comprend mieux, dans ces conditions, l'ardeur de ces femmes qui luttent par tous les moyens pour vivre et exister.

Tant d'énergie et de dynamisme suffiront-ils à faire face à l'explosion démographique ? Et d'abord, pourquoi font-ils des enfants ? S'ils font beaucoup d'enfants c'est parce qu'il en meurt beaucoup. Ils n'ont pas, comme nous, les "points retraite" sur leur bulletin de paye, il faut bien qu'ils garantissent leur vieillesse. Si l'on veut diminuer la fécondité, il faut donc faire baisser surtout la mortalité infantile. Dans la mesure où on augmente le revenu des familles, la scolarisation des femmes et des hommes, et on diminue les inégalités sociales, alors le nombre d'enfants désirés diminue.

Mais pour cela, il faut absolument qu'ils disposent de l'information des ressources et des techniques nécessaires. Il est bien beau pour nous, occidentaux, de donner des leçons en demandant aux plus pauvres de bien vouloir se retenir pour masquer notre peur de nous voir encerclés et privés des premières places au palmarès de la puissance et des privilèges.

Francis et Josy



PAYSAGE BENGALI

Le Bangladesh se situe entre l'océan Indien et les contreforts de l'Himalaya et est encerclé par l'Inde (à l'exception d'une courte frontière avec la Birmanie). Anciennement Pakistan oriental, il acquit son indépendance en 1971. C'est un immense delta presque sans relief, aux terres très fertiles et bien irriguées, qui produit surtout du riz, mais aussi du jute (dont le Bangladesh est le premier exportateur mondial). Mais les rendements ne sont que la moitié ou le tiers du potentiel, à cause de la mauvaise répartition des terres. La situation alimentaire est donc critique et s'aggrave. La consommation par tête a baissé de 14% entre 1962 et 1982, et de 5% entre 1975 et 1983. Outre l'agriculture, le Bangladesh a également du gaz naturel (mais pas assez pour en exporter) ; la production industrielle progresse peu et est, de toute manière, insuffisante pour absorber le chômage croissant. Avec un PIB par habitant d'environ 100 dollars, c'est un des pays les plus pauvres du tiers monde.

K

I

O



1 000

Barcelone 1970-1971 : une grève sauvage éclate dans la filiale de Solex : Harry Walker. Forts de cette riche expérience, trois groupes informels vont peu à peu se rapprocher et créer les GOA (Groupes Ouvriers Autonomes) avant qu'une scission finisse par séparer le secteur ouvrier (GOA maintenu) du groupe théorique et l'équipe militaire (créateurs du 1 000-MIL en espagnol). Après l'auto-dissolution du MIL en août 73, une rafle s'abat sur nombre de ses ex-membres. L'un d'eux, Salvador Puig Antich, sera exécuté le 2 mars 1974... Enfin une histoire (désordonnée, en l'occurrence) du 1 000, en langue française. C'est là l'intérêt majeur du récent ouvrage d'André Cortade, accompagné d'une chronologie de 1936 à 1976, fort minutieuse pour la période 70-74 concernant le MIL ainsi qu'une bibliographie extrêmement complète, probablement la plus riche sur le sujet. Mais pour le reste, la partie centrale du livre, plusieurs points me semblent discutables. Non pas tant le choix des textes du MIL, forcément triés

et parfois amputés à défaut de pouvoir publier "un pavé de mille pages", comme le dit l'auteur lui-même. La brièveté du texte, le manque de développements, obligeront le lecteur à adhérer ou pas aux affirmations d'A. Cortade, parfois péremptoires. Aux lecteurs hispanisants, je recommanderai donc la lecture complémentaire du livre de Telesforo Tajuelo "Le MIL, Puig Antich y los GARI" (Ed. Ruedo Ibérico, Paris, 1977).

M. L.

• "1 000 : histoire désordonnée du MIL", d'André Cortade, Ed. Dérive 17 (BP 79, 75462 Paris Cedex 10), 128 pages, 50 F.



UNE FAMILLE ENVAHISSANTE

À l'évocation de l'Association pour l'Unification du Christianisme Mondial, plus connue en France comme « la secte Moon », deux images choc viennent à l'esprit : les mariages en série dirigés par le "père" et l'affaire Chateau, cette adepte enlevée par ses parents lors d'une opération commando. Le livre de Jean-François Boyer démontre que l'AUCM, fondée en 1954 par le révérend Moon, est, au-delà de ces images, moins une secte qu'une armée de 100 000 moines-soldats se battant pour une seule et même cause. L'entrée dans la famille — selon le terme utilisé par les adeptes — semble se faire sans heurts et les méthodes employées à peu près sem-

blables à celles des autres sectes, bien que l'AUCM bénéficie de moyens financiers autrement considérables. L'Eglise d'Unification est une véritable multinationale. Tentaculaire, elle fait des affaires fructueuses aux quatre coins du monde, dans la plus grande discrétion. Elle figure parmi les 50 premières puissances privées. C'est que la guerre engagée exige des moyens : il s'agit, dès le début, d'abattre le communisme. Heureuse coïncidence, telle est précisément l'une des exigences divines puisque "le communisme est l'ennemi de Dieu et de l'humanité". Pour ce combat, l'Eglise se trouve des associés : en France, c'est notamment le Front National et le groupe Hersant ; aux Etats-Unis, c'est Reagan et la participation au financement des "contras". En outre, l'AUCM est présente dans plusieurs pays d'Amérique Latine. Toutefois, le "père" a de fortes raisons de s'inquiéter : les conservateurs américains ont modéré leurs ardeurs à son égard et, en plus, les effectifs américains stagnent alors que l'Eglise américaine se devait de donner l'exemple... Les temps sont durs, même pour les nouveaux messies.

M. N.

• "L'Empire Moon", de J.-F. Boyer, Ed. La Découverte, 420 pages, 95 F.

S

Q

U

E



ANNEES DE RUSSIE

Les éditions Spartacus font paraître le livre de Body sous le titre "Un ouvrier limousin au cœur de la révolution russe". Mystère des accords (ou désaccords) éditoriaux, cet ouvrage a déjà été publié en 1981 chez Hachette sous le titre "Un piano en bouleau de Carélie".

Devenu libertaire, Marcel Body retrace dans ce livre les dix premières années de la Révolution russe.

« Ouvrier typographe né à Limoges en 1894, il se rend en Russie en 1917, volontaire de la Mission militaire française. Tout d'abord témoin de la révolution, il s'engage bientôt dans l'action et milite dans les rangs des bolcheviks. Au cœur des événements, Marcel Body côtoie Lénine, Trotski, Zinoviev et Staline parmi les plus importantes personnalités de cette époque historique. Cependant, c'est sa rencontre avec Alexandre Kollontai qui restera la plus marquante et

scellera une relation passionnée. Après son départ définitif de Russie en 1927, il gardera des contacts étroits avec Alexandre Kollontai bien que clandestins, et s'efforcera de dénoncer le régime stalinien. Acteur discret de cette époque, Marcel Body, dans son analyse des faits et des personnages, tente une critique dynamique du système soviétique tout en rendant hommage aux révolutionnaires qu'il a connus et estimés.

Marcel Body a traduit les tomes X et XI des *Oeuvres complètes* de Lénine, et des ouvrages de Boukharine, Piatniski, Trotski, Ouralov et Prokopowicz. Par la suite, il se consacre à la traduction des œuvres complètes de Bakounine. Il a participé par ailleurs au mouvement coopératif et a collaboré à la presse pacifiste. Marcel Body est mort en 1984. »

• « Un ouvrier limousin au cœur de la révolution russe », Marcel Body, Spartacus, 75 F.



HISTOIRE DE MAYTA

Vargas Llosas aime autant le Pérou que Mayta. Et il raconte dans son livre "Histoire de Mayta" tantôt l'un, tantôt l'autre. Et on ne sait plus bientôt qui est le plus tiraillé des deux. Mais c'est d'abord l'histoire d'un bonhomme, Mayta : un trotskiste dans la pure tradition.

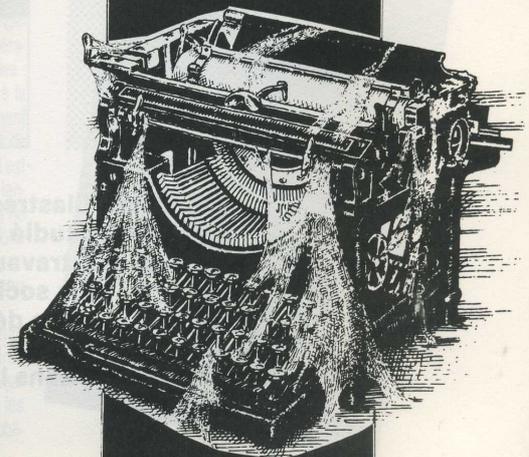
De scission en scission, le groupe auquel il appartient est devenu squelettique. Disons plutôt que cette avant-garde là est constituée de 7 personnes. Mais Mayta, comme ses camarades est entier dans ses convictions. Et puis un jour c'est la découverte : l'action directe. Et Mayta devient, à l'époque castriste, un des premiers guerillero.

Le Pérou se transforme aussi. Déchiré par les Marines et autres "subversions", il se désagrège peu à peu. Les poubelles de Miraflores éventrées se répandent sur les trottoirs du quartier chic. Ce bouquin, c'est aussi une enquête serrée menée par l'auteur qui traque et poursuit Mayta dans tous les recoins de sa vie. La poursuite est si tendue que la solitude de l'enquêteur, à la fin, est non seulement poignante, mais inquiétante. Que cherchait-il vraiment ? Et puis, il y a le style ! Depuis j'ai presque honte à écrire et les mots manquent pour raconter. Ce bouquin, c'est mieux que de la fiction, c'est un rêve éveillé.

Si après ce que j'ai écrit là sur ce bouquin, vous ne le lisez pas, c'est que vraiment mon "style" rend mal la beauté des choses. Et il faudra donc que j'en change...

V. M.

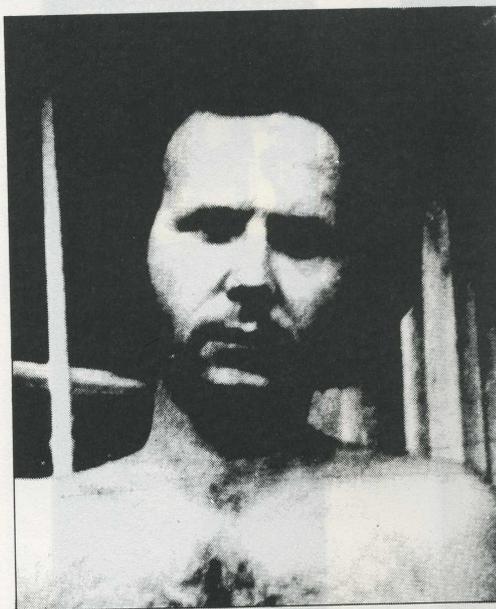
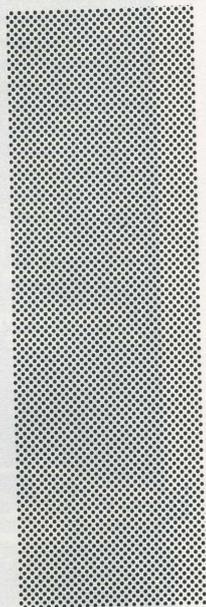
• "Histoire de Mayta", Vargas Llosa, Gallimard, 90 F.



COPYRIGHT

Quand les sociétés contre l'Etat maintenaient
la séparation entre chefferie et pouvoir.

LES VOIX SANS MAITRE



PIERRE Clastres, anthropologue politique, ethnologue a étudié les sociétés primitives. L'originalité de ses travaux a été de montrer que l'absence d'Etat dans les sociétés primitives ne correspond pas à un manque, à un développement insuffisant. Les sociétés primitives sont des sociétés contre l'Etat, elles refusent l'Etat au sens large en tant que relation de pouvoir.

« Tant que le chef est dans le discours, et dans ce que j'ai appelé le discours édifiant, qui est un discours vide, il n'a pas le pouvoir. »

A.M. : Toute une série de questions que nous nous sommes posées tournaient autour du problème du langage : d'un côté le langage est présenté comme à l'origine du pouvoir coercitif (c'est la parole du prophète), et d'un autre côté, le langage est opposé à la violence.

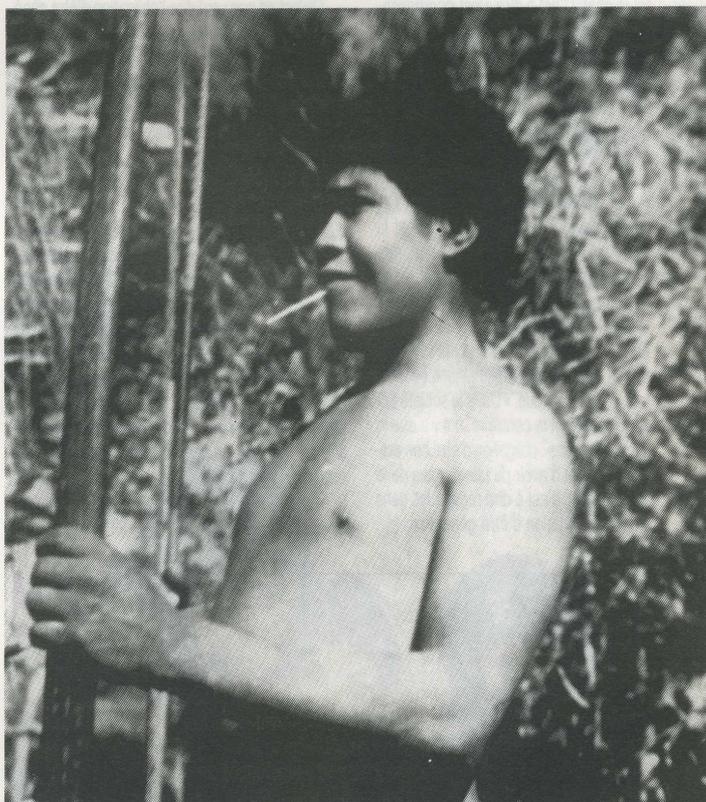
LANGAGE OU POUVOIR

CLASTRES : On est toujours dans cette question du codage. On sait qu'en Amérique, le leader, le chef de tribu, le chef dans la société

primitive, il faut qu'il ait diverses qualités qui le qualifient, en vue d'exercer cette fonction ; et, entre autres qualités, il y a la nécessité de savoir parler, d'être bon orateur. Cela a été constaté constamment. Alors on peut dire que c'est parce que les sauvages aiment les beaux discours, qu'ils éprouvent du plaisir à entendre un bon orateur. Ce qui est vrai : ils adorent ça. Mais je crois qu'il faut aller plus loin et que, dans cette obligation qui fait qu'on ne peut être reconnu comme chef si l'on n'est pas bon orateur, il y a quelque chose qui fait que la communauté qui reconnaît un tel comme son leader, le piège dans le langage. Elle piège le leader dans le langage, dans les discours qu'il prononce, dans les mots qu'il prononce. Il ne s'agit pas simplement du plaisir d'entendre un beau discours. Mais à un niveau plus profond et naturellement pas conscient, cela relève de la philosophie politique qui est impliquée dans le fonctionnement même de la société primitive. Le leader, le chef, c'est-à-dire celui qui pourrait être le détenteur du pouvoir, le commandant, celui qui donne des ordres, il ne peut pas le devenir, parce qu'il est piégé dans le langage, piégé au sens où son obligation c'est de parler.

L'ORATEUR

TANT qu'il est dans le langage, dans ce langage (parce que donner un ordre, c'est aussi parler...), cette obligation d'être bon orateur, il ne peut pas s'en dépêtrer. Au cas où il lui viendrait à l'idée de passer dans un autre type de langage, qui est le langage du commandement, il ne le pourrait pas. Moi, je ne peux pas comprendre cette obligation d'être un bon orateur autrement que comme un des multiples moyens que se donne la société primitive pour maintenir dans la disjonction chefferie et pouvoir. Tant que le chef est dans le discours et dans ce que j'ai appelé le « discours édifiant », qui est un discours vide, il n'a pas le pouvoir.



A.M. : Il rapporte l'histoire de la tribu, les raisons qui l'ont faite...

P.C. : Oui, et c'est un discours profondément conservateur. C'est un discours contre le changement, entre autre le changement le plus considérable qui pourrait se passer dans la société primitive : celui qui laisserait apparaître un type qui dise à la société « c'est moi le chef et à partir de maintenant vous allez obéir ». Donc, c'est pour que le chef ne puisse pas dire cela, qu'il est un bon orateur : il est maintenant figé, prisonnier dans l'espace du langage, il est à l'intérieur d'un cercle de craie et il ne peut pas en sortir. Il est l'homme qui parle un point c'est tout.

A.M. : Et que l'on n'est même pas tenu d'écouter semble-t-il ?

P.C. : Non, il n'y a aucune obligation. Si on était obligé de l'entendre, là, il y aurait de la loi. On aurait déjà basculé de l'autre côté. Il n'y a aucune obligation dans les sociétés primitives, du moins dans les rapports société/chefferie. Le seul qui ait des obli-

UN ETHNOLOGUE LIBERTAIRE

NÉ en 1934, Pierre Clastres a passé plusieurs années parmi différentes tribus indiennes du Paraguay. Souvent désigné comme ethnologue libertaire, à la fois par sa critique du marxisme et par ses études sur le pouvoir, il est prématurément disparu le 29 juillet 1977. Clastres avait alors publié « Chronique des indiens Guayaki » (1972), « Le Grand Parler. Mythes et chants sacrés des indiens Guarani » (1974), « La Société contre l'Etat » (1974). En 1980 paraissait un recueil de ses articles, « Recherche d'anthropologie politique ».

« Il n'y a aucune obligation dans les sociétés primitives, du moins dans les rapports société-chefferie. Le seul qui ait des obligations, c'est le chef. »

gations c'est le chef. C'est-à-dire c'est rigoureusement le contraire, le renversement total de ce qui se passe dans les sociétés où il y a l'Etat.

LE CHEF DOIT OBEIR

A.M. : Le chef, c'est celui qui doit obéir ? P.C. : Dans nos pays, c'est le contraire : c'est la société qui a des obligations par rapport à celui qui commande, alors que le chef n'en a aucune. Et pourquoi le chef qui commande, le despote, n'a-t-il aucune obligation ? Parce qu'il a le pouvoir, bien entendu ! Alors, le pouvoir, cela veut dire précisément : « Les obligations, maintenant, ce n'est plus pour moi, c'est pour vous. » Dans la société primitive, c'est exactement le contraire. Il n'y a que le chef qui a des obligations : obligation d'être bon orateur, et non seulement d'avoir du talent, mais de le prouver constamment, c'est-à-dire régaler les gens par ses discours, obligation d'être généreux.

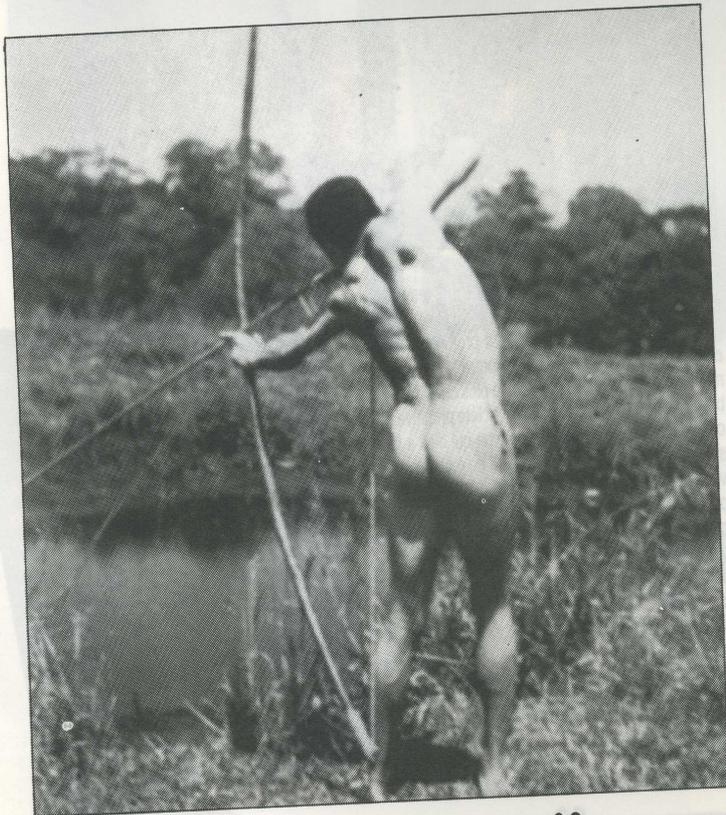
Qu'est-ce que veut dire l'obligation d'être généreux dans des sociétés où, disons l'activité économique est autosuffisante au niveau des unités de production ? Les unités de production, ce sont les familles élémentaires (un homme, une femme et les enfants). Elles sont autosuffisantes, c'est-à-dire que chaque unité, en mettant entre parenthèses les petits flux de biens qui sont échangés, n'a pas besoin des autres (ou presque) pour subsister ; d'autre part sa production ne va pas au-delà de ses besoins. Mais pour le chef, c'est bien différent, parce que s'il est obligé d'être généreux, il est obligé de faire aller sa production au-delà de ses besoins. Il est obligé de faire aller sa production en y incluant ses obligations de leader, c'est-à-dire d'avoir toujours un petit stock de diverses choses à mettre en circulation éventuellement, si on lui demande. Donc, être chef ça veut dire faire des discours pour ne rien dire, et travailler un peu plus que les autres. Lorsque je dis que dans la société primitive le chef est le seul à avoir obligations par rapport à la société, on peut le prendre au pied de la lettre ; c'est vrai.

LE CHEF POURQUOI ?

A.M. : Pourquoi devient-on chef ? Qui devient chef et pourquoi ?

P.C. : Comment devient-on chef ? D'abord il faut qu'il y ait un chef. Alors attention je ne suis pas en train de dire : « Il faut qu'il y ait l'Etat ; si on n'a pas de chef, on est foutu ; il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui commande. » Ce n'est pas ça, puisque le chef ne commande pas précisément. Mais auparavant, la machine sociale primitive fonctionne bien si elle a, je ne sais trop comment le dire, un porte parole. Le chef est d'abord un porte parole, au sens propre. Dans les relations intertribales ou intercommunautaires, il est évident que tout le monde ne va pas parler à la fois, parce que, sinon on n'entend plus rien. Or les relations intertribales sont essentielles, en raison même de l'état permanent de guerre.

Quand on a des ennemis, il faut avoir des alliés ; il faut avoir des réseaux d'alliances, et les négociateurs, les porte parole des communautés, ce sont



CRITIQUE DE L'ETHNOLOGIE MARXISTE

QUAND dans la société primitive, l'économique se laisse repérer comme champ autonome et dé fini, quand l'activité de production devient travail aliéné, comptabilisé et imposé par ceux qui vont jouir des fruits de ce travail, c'est que la société n'est plus primitive, c'est qu'elle est devenue une société divisée en dominants et dominés, en maîtres et sujets, c'est qu'elle a cessé d'exorciser ce qui est destiné à la tuer : le pouvoir et le respect du pouvoir. La division majeure de la société, celle qui fonde toutes les autres, y compris sans doute la division du travail, c'est la nouvelle disposition verticale entre la base et le sommet, c'est la grande coupure politique entre détenteurs de la force, qu'elle soit guerrière ou religieuse, et assujettis à cette force. La relation politique de pouvoir précède et fonde la relation économique d'exploitation. Avant d'être économique, l'aliénation est politique, le pouvoir est avant le travail, l'économique est une dérive du politique, l'émergence de l'Etat détermine l'apparition des classes. »

Pierre Clastres,
« La Société contre l'Etat. »

« Pour empêcher que le pouvoir devienne réel, il faut piéger ce lieu, il faut y mettre quelqu'un, et ce quelqu'un c'est le chef. »

les leaders, en raison du fait précisément, qu'ils sont habiles à parler. Mais je pense que l'on pourrait aller un peu plus loin que cela et dire que sans leader la société serait incomplète. J'ai l'air de me contredire complètement, mais je m'explique tout de suite, en me fondant d'ailleurs sur des données ethnologiques. Une société qui n'aurait pas de leader, de type qui parle, serait incomplète, au sens où il faut que la figure du pouvoir possible (c'est-à-dire ce que la société veut empêcher), le lieu du pouvoir, ne soit pas perdu. Il faut que ce lieu soit défini. Il faut quelqu'un dont on puisse dire : « Voilà le chef c'est lui, et c'est précisément lui qu'on empêchera d'être le chef. »

OCCUPER LE LIEU DU POUVOIR

S l'on ne peut pas s'adresser à lui pour demander des choses, s'il n'y a pas cette figure-là qui occupe ce lieu du pouvoir possible, on ne peut pas empêcher que ce pouvoir devienne réel, il faut piéger ce lieu, il faut y mettre quelqu'un, et ce quelqu'un c'est le chef. S'il n'y avait pas ce lieu-là, le lieu de l'apparente négation de la société primitive en tant que société sans pouvoir, elle serait incomplète.

Je me rappelle, j'étais chez les indiens Yanomani, en Amazonie vénézuélienne. Là, vit encore la dernière grande société primitive au monde certainement, car les Yanomami sont, bien que ça soit assez difficile à évaluer, entre 12 et 15 000, ce qui est énorme, quand on compare avec les chiffres actuels des Indiens d'Amérique. On était dans une communauté de 50-60 personnes. A la suite de je ne sais quel conflit intracommunautaire, il n'y avait plus de leader. Je ne sais ce qu'ils en avaient fait. Il n'y avait personne qui pouvait jouer le rôle de chef du protocole. Ils ont eu la visite d'un groupe allié, qui, lui, avait un leader, c'est-à-dire le type qui parlait ; et ce type a fait un très joli discours au groupe qui n'avait pas de leader. Il leur a dit : « vous êtes moins que rien, vous n'avez même pas de leader, vous n'arriverez à rien. » Il ne voulait pas dire du tout : « Vous avez besoin de quelqu'un qui commande, d'un chef (au sens où on l'entend actuellement). » Il était bien placé, lui, pour le savoir ; il savait très bien qu'il ne commandait pas, mais il était presque agacé de voir ce qu'il voyait, parce que le spectacle n'était pas complet.

Il y avait un lieu qui est structurellement inscrit dans la société primitive, qui est le lieu de la chefferie, et ce lieu était inoccupé. « Si vous n'avez pas de leader, vous êtes foutu », parce qu'il y avait un vide, une absence ; il manquait un organe.

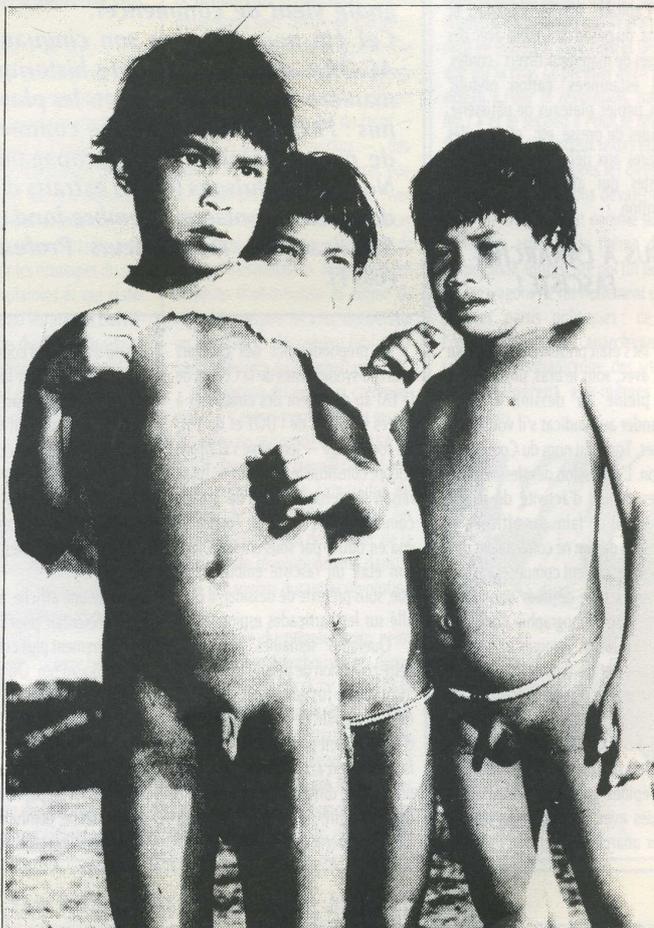
Je ne veux naturellement pas dire que s'il n'y a pas de chef, au sens de chef qui commande, rien ne marche. C'est le contraire précisément. Et si le lieu du pouvoir apparent est vide, alors n'importe quel zigoto va arriver de n'importe où et va leur dire : « C'est moi le chef, je commande ». Ils risquent d'être emmerdés, parce qu'il n'y a plus de chef du protocole, le porte-parole l'homme qui fait les discours, pour dire : « Mais non, c'est moi ».

A.M. : Cela se passe un peu comme si la parole était considérée comme potentiellement dangereuse, et qu'en la localisant à un endroit précis, on évite qu'elle devienne dangereuse. Et à ce moment-là, le prophète serait celui qui la prendrait d'ailleurs, d'un ailleurs incontrôlé et incontrôlable ?

P.C. : Oui, bien entendu. On pourrait dire, en ramassant ça dans une formule, que quand le lieu du pouvoir est occupé, dans l'espace de la chefferie est rempli, il n'y a pas d'erreur possible, la société ne se trompera pas sur ce dont elle doit se méfier, puisque c'est là devant elle. Le danger visible, perceptible, est facile à conjurer, puisqu'on l'a sous les yeux. Quand la place est vide (et elle ne l'est jamais très longtemps), n'importe quoi est possible.

Si la société primitive fonctionne comme machine anti-pouvoir, elle fonctionnera d'autant mieux que le lieu du pouvoir possible est occupé. □

Extraits d'un entretien avec Pierre Clastres réalisé par « ANTI-MYTHES » le 14 décembre 1974 et publié dans le N° 9 de cette revue.



CINQUANTENAIRE

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE S'AFFICHE

1936, la Révolution espagnole se met en marche.

Les combattants au crayon prennent leur place dans la lutte.

CERTAINS des artistes qui venaient pour adhérer au Syndicat étaient des professionnels réputés, tel Antoni Clavé. Clavé décorait les façades des cinémas Capitale, sur les Ramblas, et Fémina, du paseo de Gràcia, avec des collages de matériaux divers : cordes, toiles estampées, carton ondulé, coton, papier, plateaux de pâtisserie, coupures de presse, etc., et avec des peintures aux délicats tracés avant-gardistes qui attiraient beaucoup l'attention.

SUS A L'ANARCHO-FASCISTE !

Sim s'était présenté un beau jour avec, sous le bras, une chemise pleine de dessins afin de demander au syndicat s'il voulait les publier. Tona, au nom du Comité, lui dit non. L'obsession des dessinateurs en ces débuts d'activité de propagande était de faire des affiches, et les dessins de Sim ne convenaient pas. Ces dessins étaient composés de touches assez bien définies qui constituaient une iconographie complète de la révolution : croquis au naturel d'hommes et de femmes du peuple, avec le fusil à la main, luttant sur les barricades ; visages prolétaires de héros aux foulards noués sur le front et tachés de sang ; groupes victorieux d'intrépides miliciens défilant dans les rues avec une profusion de drapeaux anarchistes (...).

19 JUILLET 1936 : pour s'opposer au soulèvement militaire, les travailleurs espagnols arrêtent les machines, descendent dans la rue, s'arment... La révolution espagnole vient de commencer.

Cet été nous fêterons son cinquantenaire. AGORA signale cette date historique, à sa manière, par l'un des aspects les plus méconnus : l'explosion de l'affiche comme moyen de communication et de propagande.

Nous reproduisons ici des extraits d'un écrit de Carles Fontserè, membre-fondateur du Syndicat des Dessinateurs Professionnels (UGT).

La prépondérance des couleurs anarcho-syndicalistes de la CNT et de la FAI au détriment des emblèmes à lettres blanches de l'UGT et du PSU sur fond rouge — lequel ne s'était pas encore constitué le 19 juillet — fut la raison du refus sectaire du groupe communiste du syndicat. Tona alléguait en outre, par sous-entendu, que Sim était un fasciste embusqué et que, sous prétexte de dessiner, il était allé sur les barricades espionner.

Quelques semaines plus tard, cette collection de dessins que le SDP avait refusé fut éditée par le comité de propagande de la FAI sous forme d'album ayant pour titre « Images de la Révolution ». Un album qui connut une grande diffusion, non seulement dans le cadre de l'Espagne républicaine en guerre, mais aussi à l'étran-

ger où il a survécu comme un authentique document sur la révolution de 36 à Barcelone. A part cet album, les dessins de Sim furent reproduits sous d'autres formes : couvertures de livres, feuilles volantes, calendriers, brochures, etc., et ils furent même reproduits, après agrandissement, sous forme d'affiches aux effets très positifs.

Faire une affiche, à cette époque-là, représentait pour l'artiste un travail autrement plus complexe qu'il ne l'est aujourd'hui. On peignait sur un papier, préalablement humidifié, que l'on montait sur un cadre en bois comme s'il s'agissait d'une toile et qui, en séchant, se tendait et restait sans pli tel un panneau. On peignait à la gouache, peinture qui admet difficilement les retouches et les secon-

des couches et avec laquelle l'utilisation de tons clairs sur des surfaces déjà peintes avec des tons sombres est pratiquement impossible. De telle sorte que le blanc du papier devenait fréquemment un élément essentiel dans la composition de l'affiche. Le peintre inventait lui-même la typographie et la peignait à la main ; par conséquent c'était une partie très importante dans l'affiche. Ceci explique que la variété de styles typographiques des affiches de l'époque soit difficilement comparable aujourd'hui à un type particulier.

**HAPPENING
RÉVOLUTIONNAIRE**

ACETTE époque-là, il y eut une véritable obsession affichiste : chaque syndicat, chaque petit comité sortit son affiche ; chaque profession, chaque métier — coiffeurs, taxis, tramotons... — voulut se voir représenté sur une affiche, brisant les chaînes qui l'opprimaient.

Au cours des deux premières années de la guerre le SDP devint le centre de production de propagande graphique le plus important de Barcelone, pour ne pas dire d'Espagne. Il était le pourvoyeur pratiquement exclusif de l'UGT et du PSUC, bien que soient également sorties du syndicat des affiches pour le POUM, la CNT, la FAI et d'autres organisations.

« L'image fait son entrée en politique »



Les jours d'urgence absolue, lorsque du jour au lendemain nous devions achever des commandes pour quelque campagne ou manifestation exceptionnelle, tous ceux qui se trouvaient au syndicat s'assemblaient en un grand *happening* révolutionnaire, y compris le cercle d'amis qui se réunissaient dans la cour, qu'il s'agisse ou non d'artistes. Pour peindre, on improvisait des équipes et on travaillait à la chaîne. L'harmonie dans le désordre était admirable : le plus habile à écrire des lettres ouvrait la marche en traçant les caractères avec un charbon ou une craie — selon que la toile fut blanche ou rouge —, généralement en majuscule, d'un trait léger et rapide. Derrière lui, dessinant à la main ou s'aidant d'une règle — car peindre des lettres nécessite bien plus d'expérience qu'il n'y paraît — d'autres suivaient, dessinateurs professionnels qui, pour aller plus vite, se divisaient les tâches : les uns traçant les lignes droites et les autres les arrondis. Et après eux, étalés le long de la toile, le groupe remplissant le gros des lettres, l'un par ici avec un pinceau trop petit pour un tel travail, l'autre par là avec un pinceau trop grand pour ses mains maladroites (...).

Le goût terne, dépoli et gracieusement décoratif que pratiquait la majeure partie des artistes que je viens de citer /Lola Anglada, Ricard Canals, Ferran Texidor... et le jeune Antoni Clavé / proches de la peinture ingénue du précoce Grau Sala et du Clavé de cette époque-là — goût que

l'on retrouvait dans le style de Marie Laurencin — ajouté au désir de plaire à une partie choisie de la bourgeoisie de Barcelone, ne pouvait pas vraiment cadrer avec la fièvre politico-sociale de 36 que la guerre civile avait déchaînée.

Parallèlement à ce style d'affiches, intellectuel et bourgeois, deux autres courants aux origines diverses mais de souche populaire révolutionnaire, se mêlèrent à l'explosion du 19 juillet. L'un de ces courants prenait sa source dans les anciens cantiques qui, dépouillés des références religieuses, ont été transmis par les images d'Épinal, par les estampes du soldat ou les complaintes et qui restèrent vivaces parmi les masses ouvrières et artisanales du début du siècle. Courant révolutionnaire et anticlérical qui, avec « La Campana de Gràcia » et « L'Esquella de la Torratxa », vivaient encore dans les années trente.

L'affiche de Marcelli Porta : « *Fascisme NON !* » est une claire manifestation de cette veine populaire de même que tous les projets réalisés par ce dessinateur — il y en eut plusieurs — pour la propagande sur les wagons des chemins de fer.

L'autre courant d'origine bien plus moderne, représenté dans la Barcelone des années trente par le style futuriste, cubiste, des dessins de Helios Gómez, influença un grand nombre d'affiches, parmi lesquelles figure la première de Fontserè : « *Travaillez pour ceux qui luttent* », et de

façon plus marquée et persistante chez les affichistes valenciens de l'école de Renau.

La quantité d'œuvres originales et graphiques des artistes du SDP durant la période fut innombrable, toutes disparurent sans laisser de traces en raison des avatars de la guerre. Ces artistes-soldats réalisèrent une grande diversité d'activités dans les villages et bourgades de l'arrière du front — à part les journaux muraux — : dessins, affiches, pancartes, cartes postales, pamphlets, brochures, etc. Avec des gravures travaillées au linoléum pour supplanter le manque de moyens industriels, ils illustrèrent des bulletins d'information et même de véritables revues ; et avec des peintures murales ils décorèrent bibliothèques et foyers du combattant.

Les locaux du syndicat commençaient à s'avérer insuffisants et inconfortables en raison de la quantité de dessinateurs qui y travaillaient. Fontserè proposa à ses camarades du comité le projet de peindre les wagons des chemins de fer avec de la propagande révolutionnaire, dans le style des soviets durant la révolution russe.

La sortie du premier train peint suscita un grand enthousiasme parmi les gens regroupés à ce moment-là aux abords de la gare du Nord. Ce premier train fut peint à partir d'un original que Fontserè avait montré à Ricardo Sanz — malgré les réserves de ce dernier sur l'opportunité du thème choisi — et de deux autres

qu'il dessina à la va-vite pour parvenir à un compromis. Sur l'un d'eux, quatre figures répétées d'un ouvrier empoignant une masse rappelaient le thème de sa première affiche. L'autre comportait les quatre mêmes figures répétées de l'ouvrier qui se transformait en militaire, avec fusil et un casque sur la tête. Le premier avait pour slogan « *Pour la révolution, travaillez !* » et le second « *Pour la révolution, lutttez !* ». Les deux textes étaient en castillan car, d'après les dires des cheminots, ces wagons devaient circuler en Aragon. Tout comme sur les premières affiches, le thème de la propagande antifasciste qui fut peinte sur les wagons ne fut nullement dicté par les partis politiques : ce fut l'œuvre spontanée, anarchique et sans doute contradictoire, des artistes qui dessinèrent eux-mêmes les maquettes.



« Quand la culture devient réponse »

CELA commence avec la Première Guerre mondiale : l'image fait son entrée en politique. Depuis, elle y règne sans partage.

Cela continue en 31-39 où tout pouvoir se rend compte de la puissance d'évocation affective, de la force de mobilisation de masse que possède l'image, ses couleurs et ses mouvements internes. Les artistes de la révolution russe en avaient dévoilé l'imaginaire social, et on savait maintenant qu'elle dépassait le langage en vitesse de communication et qu'elle savait prendre le chemin agile de la subjectivité collective. On sait ce qu'il en adviendra, comme manipulation des esprits, à l'heure sombre des Staline, Hitler, ou à celle des multinationales.

Malgré un déclin pendant la Seconde Guerre mondiale (déclin dû à la concurrence de la radio et du cinéma qui battent l'affiche sur ses propres terrains : vitesse et suggestion), le graphisme politique lié aux luttes, éclatera en véritables bouquets avec les productions soixante-huitardes de l'école des Beaux-Arts à Paris et les fresques murales chiliennes.

Pour la révolution espagnole, on peut se souvenir de la plus célèbre de ses affiches. Réalisée à partir d'une photo de Catala Roca, elle représentait le svastika écrasé par une espadrille. Symboles, mouvement et mot d'ordre conjugués : l'expression politique à son top niveau.

En son écho négatif, des affiches dénonçaient le fascisme naissant : griffes qui lacèrent, bottes qui écrasent. Car le rôle de l'imagerie politique est de réduire les termes du débat à leur plus petit dénominateur commun. La guerre d'Espagne ? Une affaire de bottes et d'espadrilles ! La même symbolique primitiviste traînait déjà dans les cartons à dessin de la révolution mexicaine.

Pourtant, en parcourant les affiches de la révolution espagnole, on perçoit l'absence de la haine. La majorité d'entre elles vantent les réalisations révolutionnaires (collectivisations, écoles...), ou, sans humour, l'impulsion culturelle nécessaire (« Lis des livres anarchistes et tu seras un homme »). En somme, l'impact ne se joue pas dans une guerre fictive entre bons et méchants, mais plutôt sur le terrain des valeurs-clés et des espoirs. Cela s'accommodait parfaitement au symbolisme hérité de l'imagerie révo-

LA REVOLUTION EN SES IMAGES

lutionnaire russe : marins de Cronstadt, Potemkine, Tchapaïev... dont les films sont diffusés dans la péninsule en effervescence. Cette imagerie donnera certes naissance, plus tard, au pire du réalisme socialiste : poings fermés, ouvriers et paysans vigoureux, regards clairs fixés sur la ligne rouge de l'horizon, utilisations systématiques de la diagonale (dynamisme des plus militaires)... Mais, au début, on les sent plutôt marqués par les travail-

les artistiques du naturalisme social, du populisme, et aussi du cubisme pour ce qui concerne les collages.

L'affiche politique réussie, c'est le moment précis de fusion entre des besoins sociaux et l'histoire : là où la culture, jusqu'ici questionnante, devient réponse. C'est l'instant de convergence entre le simplisme de l'évocation picturale et celui du langage cessant d'être domestiqué. Lorsque cette adéquation se fait idéale, elle

produit un « No pasaran ! » qui, dès lors, peut faire le tour du monde et du temps.

Enfin, le mouvement révolutionnaire, provoque un renversement total du processus de production artistique. D'abord parce qu'en ces moments, la création réelle est dans les rues, dans les usines et dans les champs. Partout foisonnent les sujets et l'artiste se penche pour les regarder et les transmettre : il n'y a plus rien à purifier du quotidien. L'artiste devient le meilleur télégraphiste qui soit. Son art est de rendre la réalité utilisable par tous (puis, dégénérescence bureaucratique aidant, la rendre utilitaire pour les Bureaux Politiques de tout acabit).

Ensuite, parce que le mouvement social brise la relation individualiste étriquée de l'homme avec son art. Place est faite à la création collective. A Valence comme à Barcelone, les artistes se regroupent en ateliers et donnent leurs couleurs à la révolution : affiches, couvertures de revues, banderoles, wagons de chemins de fer, fresques murales... Et, conséquence de cette capacité inventive, de ce moment transformateur, les œuvres sont simplement signées par ces deux mots : « dessinateur CNT ». Une façon claire de se ranger dans l'œuvre sociale collective en gestation. Les combattants au crayon prenaient leur place dans la lutte.

Tony Alvarez



(Le Centre d'Etudes d'Histoire Contemporaine avait fait paraître en 1978, sous la direction de Josep Terres, un magnifique et imposant ouvrage sur « Les affiches de la République et de la guerre civile » dont sont extraites les œuvres de Ballester illustrant cet article, ainsi que le texte reproduit ici de Fontserè).

« Une affaire de bottes et d'espadrilles »

MEGAPHONE

« Cet acte se passe à la promenade des constructeurs, dans les allées du jardin entourant l'asile.

Ils parlent en partie pour eux-mêmes, en partie pour l'Univers.

Leur apparence extérieure : adultes, penseurs, persécutés.

On voit les gardiens dans le lointain. Chaque fois qu'ils approchent, les constructeurs se dispersent. »

(Henri Michaux, Le drame des constructeurs).

GAY, GAY, LE MEDECIN

Le Réseau Information Santé informe de la tenue des deux permanences téléphoniques dans le cadre de ses actions : Antimilitarisme : infos juridiques, démarches, objos, insoumis, réfractaires... Par ailleurs nous disposons d'une bibliothèque et d'un réseau d'info conséquent. Dans la mesure du possible un répondeur-relais d'infos sera mis en place le jeudi soir à partir de 20 h, nous contacter au 56 33 14 72 le jeudi après-midi de 14 à 18 h. Médecin Gay : nous cherchons un(e) médecin pour permanences le jeudi après-midi. Ecrire au RIS, BP 43, 33322 Bègles cedex ou téléphoner au 56 33 14 72.

FACTEUR REVOLTE

La confédération nationale du travail perpétue l'antimilitarisme et sa propagande contenus dans la charte d'Amiens dont c'est les 80 ans cette année. Pour cela le syndicat CNT-PTT région parisienne a décidé en assemblée générale de lancer une campagne d'information sur l'objection dans la réserve, comme forme de lutte contre les ordonnances de 1959 et la montée des valeurs anti-sociales : le nationalisme et le militarisme. Un tract est disponible pour tous ceux et toutes celles qui veulent promouvoir les idées pacifistes dans les PTT.

Syndicat CNT-PTT
région parisienne
33 rue des Vignolles 75020 Paris
Tél. : 43 72 09 54

VOYAGER AUTREMENT

Le CEVIED (centre d'échanges et de voyages internationaux pour études de développement) propose des voyages dans certains pays du tiers-monde où ils ont des amis, des relations permettant de rencontrer des groupes et des hommes qui luttent, à leur niveau, pour changer l'ordre des choses. Participation à la préparation des voyages. Destinations pour cet été : Afrique, Amérique Latine, Asie. Pont-contact pour tous renseignements et inscriptions : CEVIED, 8 quai Maréchal Joffre, 69002 Lyon, Tél. : 78 42 95 33.

SI ON CAUSAIT ?

Pierre Martial, journaliste écrivain, auteur de "Cavales insoumises" et de "Objection, mode d'emploi", aux Editions Avis de Recherche, animera des conférences-débats sur l'objection de conscience, le pacifisme et les réfractaires au service national. Pour plus de renseignements concernant dates, adresses et heures de ces conférences, écrire aux Editions Avis de Recherche, BP 53, 75861 Paris Cedex 18.



UNIS VERS CYTHERE

« Anarfac » est un bimestriel (parfois un mensuel) édité par la Coordination Libertaires des Etudiants Anarchistes. Le sommaire est composé de textes militants écrits par des étudiant(e)s. Les thèmes sont orientés vers la vie universitaire, tout en satisfaisant une audience plus large. « Anarfac » a fêté son premier anniversaire en mars 86 avec 7 numéros parus. Actuellement ils sont en permanence présents à Paris VI-VII (Jussieu), Paris XIII (Villetaneuse), Paris VIII (St-Denis) et à l'université du Mans. CLEA/ANARFAC, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

RADIO UTOPIE

Tous les Marseillais et Marseillaises désirant écouter une émission de radio résolument libertaire peuvent se brancher tous les dimanches de 13 à 14 h 30 sur Radio Utopie, 88.8 FM pour « Rebelles ». Tous les individus ou groupes désirant passer des informations communiqués, tracts, journaux, K7... à l'adresse de Rebelles c/o Radio Utopie, BP 56, 13302 Marseille cedex 13.

HIER LE JUGE, DEMAIN LA VIE

« Otages », la revue qui se bat contre tous les enfermements vient de faire paraître un « spécial immigration » avec des articles sur les centres de rétention, les jeunes face à la justice... On peut commander ce bulletin trimestriel en leur écrivant à la B.P. 37, 59651 Villeneuve d'Ascq cedex.

LA BONNE "NOUVELLE"

La célèbre revue de Maspéro, "L'Alternative", sort de son sommeil. Au passage, elle s'est fait faire un lifting, qui rend, ma foi, la "Nouvelle alternative" très attrayante. Les articles sont toujours ciblés sur les pays de l'Est et semblent beaucoup en prise que précédemment sur les réalités quotidiennes, le monde ouvrier. A lire notamment une analyse intéressante sur le dernier congrès du PCUS et un tract assez explosif des ouvriers de l'usine ferroviaire de Sofia. On attend la suite avec gourmandise. "LA NOUVELLE ALTERNATIVE" 14-16, rue des Petits-Hôtels 75010 Paris.

FAITES LA FETE

Le COT organise sa 8^e Fête antimilitariste, le samedi 7 juin à Albi au Gymnase, avec Steve Waring, Colintanpom Folk... Diaporamas, vidéos, stands... Le COT c'est BP 229, 81006 Albi cedex.

AGORA
LIBERTAIRE
NE RATEZ PAS
SON RENDEZ-VOUS
D'OCTOBRE



AGORA

LIBERTAIRE



36 PAGES SONT TOURNÉES

ON aurait pu continuer sans gros problèmes. Côté technique ça roulait plutôt bien, côté finances l'équilibre était à portée de regard. Agora devenait de plus en plus présente. Sans faux pli ni faux col, elle était presque devenue la revue que nous avions tous rêvé d'accompagner dans ses aventures.

ALORS, pourquoi cette fatigue qui nous a submergé ? Cette absence d'enthousiasme ? Ce côté "la boucle est bouclée". Certes, pas le train-train d'une revue rodée et installée. Les projets ne manquaient pas, mais les yeux ne pétillaient plus à leur annonce. Finis les grands élans. Plus de six ans après sa naissance, Agora s'endort.

POUR toujours ? Pour longtemps ? Nous ne le savons pas. Nous aimerions qu'une revue comme elle existe, mais nous n'avons plus la force de la porter. Un reflux politique qui persiste provoque toujours des naufragés volontaires. Au moment où la résistance aux Rambos s'impose comme une mesure indispensable, voilà que nous lâchons prise... pas de quoi être fiers... Et nous ne le sommes certes pas. Agora meurt par désertion.

MAIS comment combattre le sentiment d'isolement dans notre activité, cette fâcheuse impression de ne continuer que pour témoigner de notre persistance à quelques cen-

taines de lecteurs irréductibles ? Nous voulions d'une revue éclectique ayant pignon sur rue, présente partout, dans les kiosques et les cœurs. Sûr que nous avions, comparativement aux autres, bonne presse et bonne diffusion. Mais nous voulions davantage. Un courant qui passe entre ceux qui lisent et ceux qui font, un léger signe d'intérêt, ne serait-ce que de loin en loin. Nous mourrons aussi d'indifférence.

PEU-ETRE n'avons nous pas su nous y prendre ? Peut-être n'avons nous pas su "y faire" ? Paradoxalement, loin des sectarismes rigides, des professions de foi à l'emportepièce, et des orthodoxies à la tronçonneuse, nous sommes à la fois nombreux et bien seuls. Comme si l'on avait craint que tout nouveau lien entre nous nous ramène aux errements passés. Nous n'avons pas su inventer, vous et nous. Agora s'endort faute d'imagination.

QUE nous reste-t-il de ce voyage commun ? Le plaisir pris et échangé. La certitude qu'un autre langage libertaire est à naître. La satisfaction d'un parcours affectif et politique passionnant. Le goût amer de mourir sans avoir échoué.

D'AUTRES routes nous attendent. Nous sommes têtus et sans rancune. Nous restons libertaires.

AGORA

IL N'Y A PLUS DE NUMÉROS POUR LES ABONNÉS QUE NOUS AVIONS DEMANDÉS

IL y a mille et une façons d'arrêter une revue politique. Mais il y en a bien peu qui tentent d'y associer leurs abonnés. Partant de l'évident principe que la somme d'argent qu'il reste dans la caisse d'Agora vous appartient, et donc que nous ne pouvons en disposer sans vous consulter, nous vous proposons, tout simplement de vous rembourser votre abonnement. Ces remboursements s'effectueront, jusqu'à concurrence des fonds disponibles, soit en espèces (1), soit en anciens numéros d'Agora que vous souhaiteriez recevoir pour compléter votre collection.

VOTRE abonnement, vous nous l'aviez confié pour un effort que nous ne sommes plus en mesure d'assumer. Ailleurs, d'autres poursuivent ou engagent cet effort avec bien moins de moyens techniques et financiers que nous ne possédions. Alors, pourquoi ne pas les aider ?

LES abonnés qui choisiront de ne pas récupérer leur argent, laisseront disponible une somme que nous répartirons en deux parties égales. Celles-ci seront envoyées en témoignage de soutien :

1) Au journal « Bwenando » de Kanaky, afin que son combat anti-colonialiste puisse se poursuivre dans de meilleures conditions,

2) Au journal « O Inimigo Do Rei » que les libertaires brésiliens tentent courageusement de faire réparaître dans le cadre de leur réorganisation.

POUR tous ces choix, encore une fois, nous comptons sur votre solidarité. Merci et à bientôt, ailleurs, peut-être.

AGORA

(1) Etant donné l'importance de la somme globale, cette mesure ne concerne pas les abonnés à qui il ne restait plus qu'un numéro d'Agora à servir. Qu'ils veuillent bien nous en excuser.



----- ✂ -----
BULLETIN RÉPONSE

NOM PRÉNOM
ADRESSE

J'E CHOISIS (1) :

- DE ME FAIRE REMBOURSER CE QU'IL RESTAIT DE MON ABONNEMENT :
- DE RECEVOIR LES NUMÉROS D'AGORA SUIVANTS :
- DE VOUS PERMETTRE DE TRANSMETTRE MON SOUTIEN FINANCIER AUX JOURNAUX « BWENANDO » ET « O INIMIGO DO REI ».

(1) Cocher la case correspondante et renvoyer avant le 30 novembre à AGORA, B.P. 3098, 31026 TOULOUSE Cedex.